



Hcch

HAUGE CONFERENCE ON
PRIVATE INTERNATIONAL LAW
CONFÉRENCE DE LA HAYE
DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

Annual Report 2007 | Rapport annuel 2007

The World Organisation for
Cross-border Co-operation in Civil
and Commercial Matters
*L'Organisation mondiale pour la
coopération transfrontalière en
matière civile et commerciale*

Annual Report 2007 | Rapport annuel 2007

Avant-propos

Nous sommes heureux de vous présenter cette première édition du Rapport annuel de la Conférence de La Haye de droit international privé. Voici plus d'un siècle que la Conférence documente abondamment ses travaux, notamment par les Actes et documents, et rend compte de ses activités à ses organes directeurs. Toutefois, cent-quinze ans après la Première session de la Conférence, en septembre 1893, le temps est venu de présenter au monde un Rapport annuel des activités variées de l'Organisation sous une forme synthétique. L'une des raisons de cette nouvelle publication tient à la révision du Statut de la Conférence, entrée en vigueur le premier janvier 2007. Le poids croissant pris par l'Organisation dans un contexte de mondialisation et d'intégration régionale en constitue une autre.

La révision du Statut était devenue nécessaire pour permettre aux Organisations régionales d'intégration économique de devenir Membre de la Conférence. Le Rapport annuel rend ainsi compte de la cérémonie du 3 avril 2007 par laquelle la Communauté européenne a accepté le nouveau Statut. La révision du Statut a en outre introduit un changement formel dans la structure institutionnelle de la Conférence, confirmant ainsi le rôle du « Conseil sur les affaires générales et la politique (...), composé de tous les Membres » pour assurer le fonctionnement de la Conférence. Nous espérons que le Rapport annuel s'avérera utile aux Membres notamment à l'occasion de la réunion annuelle du Conseil.

En dernier ressort, ce sont les citoyens des Membres, et finalement les citoyens du monde entier, qui bénéficient du travail de la Conférence. Le nombre de personnes et de sociétés engagées dans des relations internationales ou transfrontalières ne cesse d'augmenter. Les Conventions de La Haye et les services qui y sont liés, fournis par la Conférence, sont de plus en plus nécessaires pour faciliter ces activités, protéger les plus vulnérables et promouvoir coordination et coopération par-delà les frontières. Au-delà des Membres de la Conférence, le Rapport annuel s'adresse aux citoyens du monde entier, pour leur faire connaître la contribution de la Conférence à la mise en place et au bon fonctionnement d'une infrastructure juridique pour notre société globale.

La Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille, et son Protocole sur la loi applicable aux obligations alimentaires, adoptés tous deux par la XXIème session en novembre 2007 constituent d'excellents exemples d'une telle infrastructure.

Le nombre des Membres de la Conférence et la portée des traités multilatéraux ou Conventions de La Haye – 130 États sont aujourd'hui Membres ou Parties à au moins une des Conventions – ne cessent de croître. En outre, le besoin d'assistance dans la mise en œuvre et l'application des Conventions augmente en parallèle, notamment dans les pays émergeants. L'année 2007 a vu la mise en place, au sein du Bureau Permanent, du Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique de la Conférence. Dès sa première année, le Centre – qui repose entièrement sur des financements volontaires – a fait la preuve de son potentiel en apportant à plusieurs pays une aide à la mise en œuvre des Conventions de La Haye en matière de protection des enfants et de coopération administrative et judiciaire.

La mission de la Conférence de La Haye est très particulière. Nous espérons que ce Rapport annuel contribuera à la faire mieux connaître et à renforcer l'enthousiasme, la bonne volonté et le soutien dont son succès dépend.

La Haye, été 2008, le Secrétaire général, Hans van Loon

Foreword

Welcome to this first Annual Report of the Hague Conference on Private International Law! For over a century the Hague Conference has thoroughly documented its work, in particular through its Proceedings, the *Actes et documents*, and has reported to its governing bodies. Now, 115 years on from the First Session of the Conference in September 1893, however, the time has come to present to the world an Annual Report on the Organisation's various activities in magazine form. One reason prompting this new publication is the revision of the Conference's Statute, which entered into force on 1 January 2007; another, the continually rising profile of the Organisation in an age of globalisation and regional integration.



The revision of the Statute was necessary to enable Regional Economic Integration Organisations to join the Hague Conference. This Annual Report covers the ceremony of the accession of the European Community to the new Statute which took place on 3 April 2007. The revision of the Statute also brought about a formal change in the Conference's governing structure, confirming the role of the "Council on General Affairs and Policy (...), composed of all Members" as being in "charge of the operation of the Conference". It is hoped that the Annual Report will assist Members, in particular on the occasion of the annual meeting of the Council.

The ultimate beneficiaries of the Conference's work are the Members', and indeed the world's, citizens. In ever growing numbers, individuals and companies are engaged in transnational transactions and relationships. Increasingly, the Hague Conventions, and the related services provided by the Conference, are needed to facilitate these activities, protect the vulnerable, and promote co-ordination and co-operation across borders. The Annual Report, beyond the Conference's Members, reaches out to the world's citizens to inform them of the Conference's contribution to the establishment and good functioning of a legal infrastructure for our globalising world society.

An excellent example of such infrastructure is the *Convention on the International Recovery of Child Support and Other Forms of Family Maintenance* with its *Protocol on the Law Applicable to Maintenance Obligations*, both adopted by the XXIst Session in November 2007.

The reach of the Conference's Members and of the Hague multilateral treaties or Conventions continues to expand – 130 States are now either Members or Parties to a Convention. At the same time, the need for assistance in the implementation and application of the Conventions also increases, in particular in developing countries. The year 2007 saw the establishment, within the Permanent Bureau, of the Conference's International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance. Already in its first year, the Centre – which is entirely dependent on voluntary funding – has demonstrated its potential by providing help to several countries in the implementation of Hague Conventions on child protection and legal co-operation.

The Hague Conference has a very special mission. May this Annual Report assist in making this mission better known and in reinforcing the enthusiasm, the goodwill and support upon which its success depends.

The Hague, Summer 2008, the Secretary General, Hans van Loon

Table des matières

Organisation	7
Entrée en vigueur des amendements au Statut – La Communauté européenne rejoint la Conférence de La Haye	8
Conseil sur les affaires générales et la politique	8
Budget : Conseil des Représentants diplomatiques	10
Bureau Permanent	10
Vingt et unième session	10
Membres de la Conférence	12
Adoption des Conventions de La Haye	14
Coopération avec les gouvernements et d'autres organisations et institutions internationales	14
Élaboration de nouveaux instruments	17
Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille (2007) et Protocole sur la loi applicable aux obligations alimentaires (2007)	18
Travaux futurs	20
Services post-conventionnels	28
Protection internationale des enfants et des adultes vulnérables, relations internationales familiales et patrimoniales	31
Entraide judiciaire et administrative, et contentieux international	39
Droit commercial et financier international	47
Développements régionaux / Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique	53
Annexes	65

Contents

Organisation	7
Entry into force of the amendments to the Statute – The European Community joins the Hague Conference	9
Council on General Affairs and Policy	9
Budget: Council of Diplomatic Representatives	11
Permanent Bureau	11
Twenty-First Session	11
Membership of the Conference	13
Acceptance of Hague Conventions	15
Co-operation with governments and with other international organisations and institutions	15
Development of new instruments	17
Convention on the International Recovery of Child Support and Other Forms of Family Maintenance (2007) and Protocol on the Law Applicable to Maintenance Obligations (2007)	19
Future work	21
Post-Convention services	29
International Protection of Children and Vulnerable Adults, International Family and Family Property Relations	31
International Legal Co-operation and Litigation	39
International Commercial and Financial Law	47
Regional developments / International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance	53
Annexes	65



Organisation

Entrée en vigueur des amendements au Statut La Communauté européenne rejoint la Conférence de La Haye

Le nouveau Statut de la Conférence de La Haye de droit international privé est entré en vigueur le 1er janvier 2007. Le Statut d'origine, en vigueur depuis le 15 juillet 1955, ne lui permettait d'accueillir que des États. Les amendements, adoptés le 30 juin 2005 et approuvés par les États membres le 30 septembre 2006, avaient un double objectif : tout d'abord permettre à des Organisations régionales d'intégration économique de rejoindre la Conférence, mais aussi adapter le Statut aux développements institutionnels des dernières décennies.

Ces amendements ont permis d'accueillir la Communauté européenne au sein de la Conférence. Cette adhésion, qui avait été demandée en décembre 2002, a été concrétisée le 3 avril 2007 par le dépôt de l'instrument d'acceptation du Statut, lors d'une cérémonie organisée à l'occasion de la réunion du Conseil sur les affaires générales et la politique. La Ministre allemande de la Justice, Madame Brigitte Zypries, qui représentait la Présidence du Conseil de l'Union européenne, a remis l'instrument au dépositaire du Statut, le Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas.

À l'occasion du dépôt de son instrument d'acceptation du Statut, la Communauté européenne a également déposé une déclaration de compétence de la Communauté européenne en matière de droit international privé, et fait l'importante déclaration suivante :

« La Communauté européenne s'efforce d'examiner s'il est dans son intérêt d'adhérer aux Conventions de La Haye existantes qui relèvent de la compétence de la Communauté. Lorsque cet intérêt existe, la Communauté européenne, en coopération avec la Conférence de La Haye, produira tous les efforts nécessaires pour surmonter les difficultés résultant de l'absence de clause permettant l'adhésion d'une Organisation régionale d'intégration économique à ces conventions.

La Communauté européenne s'efforce de rendre possible la participation de représentants du Bureau Permanent de la Conférence aux réunions d'experts organisées par la Commission européenne lorsque les sujets discutés intéressent la Conférence. »

Conseil sur les affaires générales et la politique

Le Conseil sur les affaires générales et la politique s'est réuni du 2 au 4 avril 2007 dans les nouveaux locaux de l'Académie, dans l'enceinte du Palais de la Paix, sous la présidence de M. Antti Leinonen, expert de la Finlande. Le Conseil a accepté par consensus la demande d'adhésion de la Communauté européenne à la Conférence et, après le dépôt de l'instrument d'adhésion, a souhaité la bienvenue à la Communauté européenne. Le Conseil a également pris des décisions relatives aux travaux futurs et a exprimé son soutien aux efforts continus du Bureau Permanent en faveur de l'utilisation et du développement des systèmes informatiques, ainsi qu'au large éventail d'activités postérieures aux Conventions conduites par le Bureau Permanent. Celles-ci comprennent la mise en place de programmes et activités régionaux destinés à promouvoir les Conventions de La Haye et à former et informer sur ces instruments, en particulier par le biais du Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique créé au printemps 2007¹.

¹

Pour le texte complet des Conclusions et Recommandations adoptées par le Conseil, voir le site Internet de la Conférence de La Haye (< www.hcch.net >), sous les rubriques « Travaux en cours », puis « Affaires générales ».

Entry into force of the amendments to the Statute The European Community joins the Hague Conference

On 1 January 2007 the amended Statute of the Hague Conference on Private International Law entered into force. The original Statute, which entered into force on 15 July 1955, only provided for membership of States. The primary purpose of the amendments adopted on 30 June 2005 and approved by the Member States on 30 September 2006 was to enable Regional Economic Integration Organisations to join the Hague Conference. In addition, some amendments were made to adapt the Statute to institutional developments that had occurred over the past decades.

The amendments paved the way for the accession of the European Community to the Hague Conference, for which the European Community had applied in December 2002. This accession took place on 3 April 2007 during a ceremony on the occasion of the meeting of the Council on General Affairs and Policy through the deposit of the instrument of acceptance of the Statute. The acting President of the Council of the European Union, the German Minister of Justice, Madam Brigitte Zypries deposited the instrument with the Statute's depositary, the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.9

On the occasion of the deposit of its instrument of acceptance of the Statute, the European Community also deposited a declaration of competence of the European Community in the field of private international law, as well as the following important declaration:

“The European Community endeavours to examine whether it is in its interest to join existing Hague Conventions in respect of which there is Community competence. Where this interest exists, the European Community, in co-operation with the HCCH, will make every effort to overcome the difficulties resulting from the absence of a clause providing for the accession of a Regional Economic Integration Organisation to those Conventions.

The European Community further endeavours to make it possible for representatives of the Permanent Bureau of the HCCH to take part in meetings of experts organised by the Commission of the European Communities where matters of interest to the HCCH are being discussed.”

Council on General Affairs and Policy

The Council on General Affairs and Policy met from 2 to 4 April 2007 in the new Academy Building on the grounds of the Peace Palace, under the chairmanship of Mr Antti Leinonen, expert from Finland. The Council accepted by consensus the European Community's application for membership of the Hague Conference and, following the deposit of the instrument of accession, welcomed the European Community as a Member of the Organisation. The Council also made decisions relating to future work and expressed its support for the continued efforts of the Permanent Bureau in relation to the use and the development of information technology systems, and the broad range of post-Convention activities currently being carried out by the Permanent Bureau. These include the development of regional programmes and activities in the areas of promotion, education and training in relation to the Hague Conventions, in particular through the International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance established in the spring of 2007.¹

¹

For the full text of the Conclusions and Recommendations adopted by the Council, see the Hague Conference website (< www.hcch.net >) under “Work in Progress” then “General Affairs”.

Budget : Conseil des Représentants diplomatiques

Le Conseil des représentants diplomatiques s'est réuni le 5 juillet 2007 sous la présidence de M. Alfons H.M. Stoelinga, Secrétaire général adjoint du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas. Le Conseil a approuvé les comptes de l'Exercice financier LI (le premier juillet 2005 – 30 juin 2006) soumis par le Secrétaire général de la Conférence. Il a également examiné et approuvé le projet de budget de l'Exercice financier LIII (le premier juillet 2007 – 30 juin 2008), et examiné le Budget supplémentaire, financé par des contributions volontaires, de l'Exercice financier LIII.

Bureau Permanent

10

Mme Andrea Schulz a quitté son poste de Premier secrétaire de la Conférence de La Haye le premier juillet 2007. La Conférence remercie Mme Schulz pour le dévouement dont elle a fait preuve pendant plus de cinq ans et plus particulièrement pour ses remarquables réalisations en tant que juriste ayant la responsabilité première des travaux préparatoires de la Convention de 2005 sur les accords d'élection de for ainsi que pour ses nombreuses et importantes contributions aux travaux sur les Conventions relatives aux enfants. Mme Schulz restera chargée de certaines missions pour le Bureau Permanent après son départ et poursuivra, en particulier, les travaux préparatoires du chapitre « Exécution des décisions » du Guide de bonnes pratiques en vertu de la Convention de 1980 sur l'enlèvement d'enfants.

La procédure de recrutement de son successeur a abouti fin 2007 à la nomination de Mme Marta Pertegás en qualité de Secrétaire. De nationalité espagnole, Mme Pertegás enseigne le droit international privé à l'Université d'Anvers (Belgique)².

En 2007, Mmes Laura Martínez-Mora et Sophie Molina ont été recrutées respectivement en qualité de coordinatrice et d'assistante administrative pour le Programme d'assistance technique en matière d'adoption internationale (ICATAP), qui est financé par le Budget supplémentaire.

Le 31 décembre 2007, le personnel du Bureau Permanent représentait 23,4 « équivalents temps plein » financés par le Budget régulier, originaires de 14 pays dans le monde entier.

Le Bureau Permanent a également accueilli en 2007 plusieurs stagiaires et fonctionnaires détachés venus d'Allemagne, d'Australie (Programme de stages Peter Nygh), du Canada (Université McGill, Montréal, et un fonctionnaire du Québec), des États-Unis d'Amérique (Faculté de droit de l'Université de New York et l'Université de Georgetown), de France, du Maroc et d'Ouganda.

Au cours de l'année 2007, divers projets de recherche ont été engagés ou menés à terme, notamment avec la *Cardiff Law School* et l'Université de Dundee (Royaume-Uni). Le Bureau Permanent coopère de façon suivie avec les Facultés de droit des Universités de Groningue (Pays-Bas), Tohoku (Japon) et Lyon (Université Jean Moulin, France).

Vingt et unième session

La Vingt et unième session de la Conférence de La Haye s'est tenue du 5 au 23 novembre 2007 au Palais de la Paix à La Haye. Plus de 260 délégués, représentant les Membres suivants, ont pris part à la Session diplomatique : Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Communauté européenne,

²

Mme Pertegás est entrée en fonction en février 2008.

Budget: Council of Diplomatic Representatives

The Council of Diplomatic Representatives met on 5 July 2007 under the chairmanship of Mr Alfons H.M. Stoelinga, Deputy Secretary General on behalf of the Minister of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands. The Council approved the accounts submitted by the Secretary General of the Hague Conference for Financial Year LI (1 July 2005 – 30 June 2006) and discussed and approved the draft Budget for Financial Year LIII (1 July 2007 – 30 June 2008). The Supplementary Budget for Financial Year LIII, based on voluntary contributions, was also discussed.

Permanent Bureau

Ms Andrea Schulz left her position as First Secretary of the Hague Conference as of 1 July 2007.¹¹ The Hague Conference is grateful to Ms Schulz for her dedication for over five years and, in particular, her outstanding accomplishments as the legal staff member with primary responsibility for the preparation of the 2005 Choice of Court Convention, as well as her many significant contributions to the work on the Hague Children's Conventions. Ms Schulz will continue to carry out certain missions for the Permanent Bureau despite her departure. In particular, she will continue to be involved in the preparation of the Guide to Good Practice on the enforcement of orders made under the 1980 Child Abduction Convention.

The procedure for the recruitment of her successor was launched in 2007 and completed at the end of the year with the appointment of Marta Pertegás as Secretary. Ms Pertegás is a Spanish citizen who teaches Private International Law at the University of Antwerp (Belgium).²

In 2007 Ms Laura Martínez-Mora and Ms Sophie Molina were recruited respectively as Programme Co-ordinator and Administrative Assistant for the Intercountry Adoption Technical Assistance Programme (ICATAP), established on the basis of supplementary funds.

At 31 December 2007 the Permanent Bureau consisted of 23.4 Full-Time Equivalent staff members funded through the Regular Budget, from 14 different countries around the world.

The Permanent Bureau also welcomed in 2007 several interns and officials on secondment from the following countries: Australia (Peter Nygh Internship Programme), Canada (McGill University, Montreal and a State official from Quebec), France, Germany, Morocco, Uganda and the United States of America (New York University School of Law and Georgetown University).

In the course of the year 2007, different research projects were undertaken and / or completed, in particular with Cardiff Law School and the University of Dundee (both located in the United Kingdom). The Permanent Bureau maintains ongoing co-operation with the *Faculté de droit, Université Jean Moulin* in Lyon (France), the Law Faculty of the University of Groningen (Netherlands) and the Tohoku University School of Law (Japan).

Twenty-First Session

From 5 to 23 November 2007 the Twenty-First Session of the Hague Conference took place at the Peace Palace in The Hague. More than 260 delegates, representing the following Members, took part in the Diplomatic Session: Albania, Argentina, Australia, Austria, Belgium, Brazil, Bulgaria, Canada, Chile, China, Croatia, the Czech Republic, Denmark, Ecuador, Egypt, Estonia, the European Community, Finland, France, Germany, Greece, Hungary, Ireland, Israel, Italy,

²

Ms Pertegás' appointment is effective as of February 2008.

République de Corée, Croatie, Danemark, Égypte, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maroc, Mexique, Monaco, Norvège, Nouvelle Zélande, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Fédération de Russie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Ukraine, Uruguay et Venezuela.

Les États non membres et organisations suivants ont participé en qualité d'observateurs :

Algérie, Burkina Faso, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, El Salvador, Guatemala, Haïti, Inde, Indonésie, Iran, Philippines, Saint-Siège et Viet Nam, ainsi que le Secrétariat du Commonwealth, le Mercosur, l'Association internationale de droit de la famille (ISFL), l'Association internationale du barreau (IBA), Défense des enfants international (DEI), l'*International Association of Women Judges (IAWJ)*, la *National Child Support Enforcement Association (NCSEA)*, Service social international (SSI) et l'Union internationale du Notariat (UINL). Les Ministres des Affaires étrangères, S.E. M. Maxime Verhagen, et de la Justice, S.E. M. Ernst Hirsch Ballin, du Royaume des Pays-Bas, les ambassadeurs des États membres et des représentants d'autres organisations internationales à La Haye ont assisté à la cérémonie d'ouverture, le 5 novembre 2007.

La Session était présidée par M. A.V.M. (Teun) Struycken, Président de la Commission d'État néerlandaise de droit international privé. Deux Commissions conduisaient les négociations : la Commission I, présidée par Mme Mária Kurucz (Hongrie), a préparé le texte de la Convention, et la Commission II, présidée par M. Andrea Bonomi (Suisse) celui du Protocole.

Le 23 novembre 2007, la Session a adopté la *Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille* et le *Protocole sur la loi applicable aux obligations alimentaires*. Elle a également adopté diverses Recommandations relatives au suivi de ces instruments. La Convention a été signée le jour même par les États-Unis d'Amérique.

Membres de la Conférence

Outre la Communauté européenne, deux États ont accepté le Statut en 2007 : le Monténégro (le premier mars 2007) et l'Équateur (le 2 novembre 2007). La Conférence de La Haye comptait ainsi 67 États membres au 31 décembre 2007 : Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, République de Corée, Croatie, Chypre, Danemark, Égypte, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malte, Maroc, Mexique, Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Fédération de Russie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Turquie, Ukraine, Uruguay et Venezuela ainsi que la Communauté européenne. De plus, le Costa Rica (6 septembre 2002), la Zambie (15 mars 2004), la Colombie (17 juillet 2006) et l'Inde (31 décembre 2007) ont été admis en qualité de Membres et rejoindront l'Organisation dès qu'ils auront accepté le Statut. Le Bureau Permanent, en concertation avec les Membres de la Conférence, continue d'œuvrer à l'expansion raisonnée de celle-ci.

Japan, Jordan, the Republic of Korea, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Malaysia, Mexico, Monaco, Morocco, the Netherlands, New Zealand, Norway, Peru, Poland, Portugal, Romania, the Russian Federation, Serbia, Slovakia, Slovenia, South Africa, Spain, Sri Lanka, Sweden, Switzerland, The former Yugoslav Republic of Macedonia, Ukraine, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the United States of America, Uruguay and Venezuela. The following non-Member States and organisations attended in the capacity of observers: Algeria, Burkina Faso, Colombia, Costa Rica, the Dominican Republic, El Salvador, Guatemala, Haiti, the Holy See, India, Indonesia, Iran, the Philippines and Viet Nam and the Commonwealth Secretariat, Mercosur, Defence for Children International (DCI), the International Association of Women Judges (IAWJ), the International Bar Association (IBA), International Social Service (ISS), the International Society of Family Law, the International Union of Notaries (UINL), and the National Child Support Enforcement Association (NCSEA). The opening ceremony on 5 November 2007 was attended by the Ministers of Foreign Affairs, H.E. Mr Maxime Verhagen, and of Justice, H.E. Mr Ernst Hirsch Ballin, of the Kingdom of the Netherlands, by Ambassadors of Hague Conference Member States and by representatives of other international organisations in The Hague.

13

The Session was chaired by Mr A.V.M. (Teun) Struycken, President of the Netherlands Standing Government Committee on Private International Law. Two Commissions conducted the negotiations: Commission I, chaired by Ms Mária Kurucz (Hungary), prepared the text of the Convention while Commission II, chaired by Mr Andrea Bonomi (Switzerland), prepared that of the Protocol.

On 23 November 2007 the Session adopted the *Convention on the International Recovery of Child Support and Other Forms of Family Maintenance* and the *Protocol on the Law Applicable to Maintenance Obligations*. It also adopted a number of Recommendations concerning follow-up to these instruments. The Convention was signed on the same day by the United States of America.

Membership of the Conference

In addition to the European Community, two States accepted the Statute during 2007: Montenegro (on 1 March 2007) and Ecuador (on 2 November 2007). As a result, on 31 December 2007, membership of the Hague Conference comprised 67 Member States: Albania, Argentina, Australia, Austria, Belarus, Belgium, Bosnia & Herzegovina, Brazil, Bulgaria, Canada, Chile, China, Croatia, Cyprus, the Czech Republic, Denmark, Ecuador, Egypt, Estonia, Finland, France, Georgia, Germany, Greece, Hungary, Iceland, Ireland, Israel, Italy, Japan, Jordan, the Republic of Korea, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Malaysia, Malta, Mexico, Monaco, Montenegro, Morocco, the Netherlands, New Zealand, Norway, Panama, Paraguay, Peru, Poland, Portugal, Romania, the Russian Federation, Serbia, Slovakia, Slovenia, South Africa, Spain, Sri Lanka, Suriname, Sweden, Switzerland, The former Yugoslav Republic of Macedonia, Turkey, Ukraine, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the United States of America, Uruguay and Venezuela, as well as the European Community. In addition, Costa Rica (6 September 2002), Zambia (15 March 2004), Colombia (17 July 2006) and India (31 December 2007) have been admitted as Members, and will join the Organisation upon their acceptance of the Statute. The Permanent Bureau, in consultation with its Members, continues to work towards increasing the Membership of the Organisation in a considered manner.

Adoption des Conventions de La Haye

Le Bureau Permanent a poursuivi ses efforts pour promouvoir l'adoption des Conventions de La Haye. Au 31 décembre 2007, 65 États membres et 62 États non membres étaient parties à une ou plusieurs des Conventions de La Haye adoptées depuis 1951.

Deux Conventions (Conventions Apostille de 1961 et Enlèvement d'enfants de 1980) étaient en vigueur pour l'ensemble des 27 États membres de l'Union européenne. Un accord, trouvé en décembre 2007 entre le Royaume-Uni et l'Espagne sur l'application de la Convention Protection des enfants de 1996 à Gibraltar, ouvre la voie à la ratification ou l'adhésion collective, dans l'intérêt de la Communauté européenne, des États membres de l'Union européenne qui n'ont pas encore ratifié la Convention de 1996.

14

L'année 2007 a été marquée par les signatures, ratifications et adhésions suivantes : adhésion du 80e État contractant à la Convention Enlèvement d'enfants (l'Arménie, le premier mars 2007, entrée en vigueur le premier juin 2007) ; ratification de la Convention Trust par la Suisse (le 26 avril 2007, entrée en vigueur le premier juillet 2007) et à laquelle Monaco a adhéré (le premier juin 2007, entrée en vigueur le premier octobre 2008) ; première ratification de la Convention Élection de for par le Mexique (le 26 septembre 2007) ; adhésion à la Convention Obtention des preuves par l'Inde (le 7 février 2007, entrée en vigueur le 8 avril 2007) et entrée en vigueur de la Convention Notification (le premier août 2007) pour ce même pays, et enfin signature de la Convention Recouvrement des aliments (le 23 novembre 2007) et ratification de la Convention Adoption internationale (le 12 décembre 2007) par les États-Unis d'Amérique.

Coopération avec les gouvernements et d'autres organisations et institutions internationales

En 2007, le Secrétaire général a effectué une visite officielle en Indonésie. Il a, ainsi que d'autres membres du Bureau Permanent, effectué également des visites et donné des conférences et des séminaires dans les pays suivants : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Burkina Faso, Canada, Colombie, Égypte, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Guatemala, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maroc, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Fédération de Russie, Turquie, Ukraine, Uruguay et Venezuela.

Le Bureau Permanent a également poursuivi sa coopération avec de nombreuses organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales. À cet égard, l'étroite coopération avec la CNUDCI et UNIDROIT mérite d'être mentionnée. Les responsables des Secrétariats des trois organisations se sont réunis à Rome en avril 2007 pour ce qui est devenu leur réunion annuelle de coordination.

Le Bureau Permanent a également pris une part active aux formations organisées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Service social international (SSI), le Conseil de l'Europe, l'Institut européen d'administration publique (IEAP), le *European Policy and Legal Advice Centre*, l'*Inter-American Bar Association* (IABA), la *National Child Support Enforcement Association* (NCSEA), la *National Notary Association of the United States of America* (NNA) et l'Union internationale des huissiers de justice (UIHJ).

Le Bureau Permanent a passé un accord avec l'Université de Johannesburg en vue d'établir un centre de documentation pour diffuser les documents et publications de la Conférence de La Haye en Afrique australe.

Acceptance of Hague Conventions

The Permanent Bureau continued to invest its best efforts in promoting wider acceptance of the Hague Conventions. By 31 December 2007, 65 Member States and 62 non-Member States were Parties to one or more Hague Conventions adopted since 1951.

Two Hague Conventions were in force for all 27 EU Member States: the 1961 Apostille Convention and the 1980 Child Abduction Convention. An agreement reached in December 2007 between the United Kingdom and Spain on application of the 1996 Child Protection Convention to Gibraltar paves the way for collective ratification, or accession, in the interest of the European Community, by those EU Member States that have not yet ratified the 1996 Convention.

15

Highlights concerning signatures, ratifications and accessions in 2007 include: the accession of the 80th Contracting State to the Child Abduction Convention (Armenia, on 1 March 2007, entry into force 1 June 2007); the ratification of the Trusts Convention by Switzerland (on 26 April 2007, entry into force 1 July 2007) and accession by Monaco (on 1 June 2007, entry into force 1 October 2008); the first ratification of the Choice of Court Convention by Mexico (on 26 September 2007); both the accession to the Evidence Convention (on 7 February 2007, entry into force 8 April 2007) by, and the entry into force of the Service Convention (on 1 August 2007) for, India; and both the signature of the Child Support Convention (on 23 November 2007) and the ratification of the Intercountry Adoption Convention (on 12 December 2007) by the United States of America.

Co-operation with governments and with other international organisations and institutions

During 2007, the Secretary General made an official visit to Indonesia. He and other members of the Permanent Bureau also made visits to, lectured or gave seminars in: Argentina, Australia, Austria, Belgium, Brazil, Burkina Faso, Canada, Colombia, the Czech Republic, Egypt, Finland, France, Germany, Guatemala, Indonesia, Ireland, Italy, Japan, Lithuania, Luxembourg, Madagascar, Malaysia, Morocco, the Netherlands, Norway, Panama, Paraguay, Peru, Portugal, the Russian Federation, Spain, Turkey, Ukraine, the United Kingdom, the United States of America, Uruguay and Venezuela.

The Permanent Bureau also continued its co-operation with a large number of intergovernmental as well as non-governmental international organisations. Special mention may be made of the close co-operation with UNCITRAL and UNIDROIT. The heads of the Secretariats of the three organisations met in Rome in April 2007 for what has become their annual co-ordination meeting.

The Permanent Bureau also actively participated in training sessions organised by the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD), the World Trade Organisation (WTO), International Social Service (ISS), the Council of Europe, the European Institute of Public Administration (EIPA), the European Policy and Legal Advice Centre, the Inter-American Bar Association (IABA), the National Child Support Enforcement Association (NCSEA), the National Notary Association of the United States of America (NNA) and the International Association of Judicial Officers (UIHJ).

The Permanent Bureau concluded an agreement with the University of Johannesburg with a view to creating a documentation centre to disseminate Hague Conference documents and publications in the South African Region.



Élaboration de nouveaux instruments

Development of new instruments

Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille (2007) et Protocole sur la loi applicable aux obligations alimentaires (2007)

Comme il a été dit plus haut, la *Convention de La Haye sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille* et son *Protocole sur la loi applicable aux obligations alimentaires* ont été tous deux adoptés en présence de 70 États et de la Communauté européenne lors de la cérémonie de clôture de la Vingt et unième session de la Conférence de La Haye. Les deux instruments portent la date de leur adoption par la Session diplomatique : le 23 novembre 2007.

I Travaux préparatoires : Commission spéciale (2003-2007)

18

Les négociations qui ont abouti aux deux instruments ont débuté en 2003 sur la base d'études scientifiques réalisées par le Secrétaire général adjoint, William Duncan, et le Premier secrétaire, Philippe Lortie. Elles ont été conduites par des experts des Membres de la Conférence de toutes les régions du monde dans le cadre de cinq réunions de la Commission spéciale, d'une durée d'une semaine, parfois deux, dont la dernière s'est tenue du 8 au 16 mai 2007 à La Haye.

Les trois premières réunions de la Commission spéciale ont été présidées par M. Fausto Pocar (expert de l'Italie), la quatrième par M. Pocar et Mme Mária Kurucz (expert de la Hongrie), et la cinquième par Mme Kurucz. Cette Commission spéciale a adopté un avant-projet de Convention ainsi qu'un avant-projet de Protocole qui ont été diffusés aux Membres de la Conférence pour observations. La même procédure a été appliquée aux Rapports explicatifs portant sur le projet de Convention préparé par Mmes Borrás (expert de l'Espagne) et Degeling (initialement expert de l'Australie, puis Collaborateur juridique principal du Bureau Permanent) et sur le projet de Protocole préparé par M. Andrea Bonomi (expert de la Suisse).

Le processus de négociation a bénéficié du soutien très actif d'un comité de rédaction présidé par la juge Jan Doogue, expert de la Nouvelle-Zélande, qui s'est également réuni entre les réunions de la Commission spéciale. Les travaux de la Commission spéciale ont été complétés par ceux d'un comité permanent sur la coopération administrative – conforté par plusieurs sous-comités – qui a déjà mis en place certaines bases sur lesquelles s'appuiera la constitution d'un réseau efficace d'Autorités centrales, et ceux d'un groupe de travail permanent sur les formulaires.

2 Adoption de la Convention et du Protocole par la Vingt et unième session de la Conférence de La Haye (5-23 novembre 2007)

Après l'adoption de la Convention et de son Protocole lors de la cérémonie de clôture de la Vingt et unième session, la *Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille* a été immédiatement signée par les États-Unis d'Amérique. D'autres Membres de la Conférence de La Haye devraient faire de même prochainement. La Convention et le Protocole entreront tous deux en vigueur après la deuxième ratification, acceptation, approbation ou adhésion de chaque instrument.

La nouvelle Convention et son Protocole s'appuient sur les meilleures caractéristiques des instruments internationaux existants, en particulier les Conventions de La Haye (*Convention du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants*, *Convention du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations*

Convention on the International Recovery of Child Support and Other Forms of Family Maintenance (2007) and Protocol on the Law Applicable to Maintenance Obligations (2007)

As mentioned above, the *Hague Convention on the International Recovery of Child Support and Other Forms of Family Maintenance* and its *Protocol on the Law Applicable to Maintenance Obligations* were both adopted in the presence of 70 States and the European Community at the closing ceremony of the Twenty-First Session of the Hague Conference. Both instruments bear the date of their adoption by the Diplomatic Session: 23 November 2007.

I Preparatory work: Special Commission (2003-2007)

The negotiations that led to both instruments began in 2003, on the basis of scientific studies carried out by Deputy Secretary General William Duncan and First Secretary Philippe Lortie. They were conducted by experts from Hague Conference Members from all regions of the world in a series of five Special Commission meetings, each of which lasted at least one, sometimes two, weeks with the final meeting taking place from 8 to 16 May 2007 in The Hague.

19

The first three meetings of the Special Commission were chaired by Mr Fausto Pocar (expert from Italy), the fourth by Mr Pocar and Ms Mária Kurucz (expert from Hungary), and the fifth by Ms Kurucz. This Special Commission adopted a preliminary draft Convention and Protocol that were circulated to and commented upon by the Members of the Conference. The same procedure applied to the Explanatory Reports on the draft Convention prepared by Ms Alegría Borrás (expert from Spain) and Ms Jennifer Degeling (initially expert from Australia, subsequently Principal Legal Officer at the Permanent Bureau), and on the draft Protocol prepared by Mr Andrea Bonomi (expert from Switzerland).

The negotiation process was very actively supported by a drafting committee, chaired by Judge Jan Doogue (expert from New Zealand), which also met in between Special Commission meetings. The work of the Special Commission was supplemented by the continuing efforts of a standing committee on administrative co-operation – reinforced by several sub-committees – which had already put in place some of the building blocks for establishing an effective network of Central Authorities, and a standing working group on forms.

2 The Convention and Protocol adopted by the Twenty-First Session of the Hague Conference (5-23 November 2007)

Following the adoption of the Convention and its Protocol at the closing ceremony of the Twenty-First Session, the *Convention on the International Recovery of Child Support and Other Forms of Family Maintenance* was immediately signed by the United States of America. The example set is expected to be followed soon by other Members of the Hague Conference. Both the Convention and Protocol will enter into force following the second ratification, acceptance, approval, or accession of each instrument.

The new Convention and its Protocol build upon the best features of existing international instruments, in particular the existing Hague Conventions (the *Convention of 24 October 1956 on the law applicable to maintenance obligations towards children*, the *Convention of 15 April 1958 concerning the recognition and enforcement of decisions relating to maintenance obligations towards children*).

alimentaires envers les enfants, Convention du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires et Convention du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires) et la Convention des Nations Unies du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger (New York), ainsi que sur des instruments régionaux.

La Convention promet une nouvelle ère dans le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille : les procédures transfrontalières, en particulier en matière d'aliments destinés aux enfants, devraient être désormais simples, rapides, accessibles et économiques. À cette fin, la Convention met en œuvre un ensemble de moyens :

- un système efficace de coopération pour le traitement des demandes entre les États contractants, reposant sur un réseau d'Autorités centrales établies en vertu de la Convention ;
- l'offre, dans les États contractants, de procédures pour l'établissement, la reconnaissance et l'exécution ainsi que la modification des décisions relatives aux obligations alimentaires ;
- des dispositions qui assurent un accès effectif aux actions alimentaires transfrontières ;
- des procédures accélérées et simplifiées pour la reconnaissance et l'exécution.

Le *Protocole sur la loi applicable aux obligations alimentaires* pose une règle essentielle selon laquelle les obligations alimentaires sont régies par la loi de l'État de résidence habituelle du créancier d'aliments. Il énonce aussi des règles spéciales favorisant les enfants et les parents, instaure une nouvelle règle spécifique au regard des aliments entre époux et ex-époux et autorise les parties à désigner la loi du for pour une procédure particulière et, dans certaines limites, quelques lois applicables à leurs obligations alimentaires.

Associés aux Conventions Enlèvement d'enfants (1980), Adoption internationale (1993) et Protection internationale des enfants (1996), la nouvelle Convention et son Protocole forment un puissant ensemble d'instruments internationaux pour donner un effet réel et pratique aux droits fondamentaux des enfants dans les situations transfrontières. Comme les autres Conventions de La Haye relatives aux enfants, la nouvelle Convention et son Protocole aideront ainsi à réaliser certains des objectifs de la *Convention des Nations Unies du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant* (CNUDE)³.

Les travaux de préparation des Rapports explicatifs ont débuté immédiatement après la Vingt et unième session et, conformément à ses Recommandations, la mise en place des services post-conventionnels a été également engagée.

Travaux futurs

Le Conseil sur les affaires générales et la politique, qui s'est réuni du 2 au 4 avril 2007, a pris plusieurs décisions relatives aux travaux futurs. Il a néanmoins réservé sa position quant à la priorité à donner en dernier ressort aux axes de travail envisagés, en particulier en ce qui concerne les points 1 à 3 ci-après.

3

L'art. 27, para. 4, de la CNUDE dispose que « Les États parties prennent toutes les mesures appropriées en vue d'assurer le recouvrement de la pension alimentaire de l'enfant auprès de ses parents ou des autres personnes ayant une responsabilité financière à son égard, que ce soit sur leur territoire ou à l'étranger. En particulier, pour tenir compte des cas où la personne qui a une responsabilité financière à l'égard de l'enfant vit dans un État autre que celui de l'enfant, les États parties favorisent l'adhésion à des accords internationaux ou la conclusion de tels accords ainsi que l'adoption de tous autres arrangements appropriés. »

children, the Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions relating to Maintenance Obligations and the Convention of 2 October 1973 on the Law Applicable to Maintenance Obligations) and the United Nations Convention on the Recovery Abroad of Maintenance of 20 June 1956 (New York), as well as regional instruments.

The Convention holds the promise of a new era in the international recovery of child support and family maintenance – one in which cross-border procedures, particularly in child support cases, should be simplified, swift, accessible and cost-effective. The Convention pursues these objectives through a combination of means:

- an efficient system of co-operation for the processing of applications between Contracting States, through networks of Central Authorities established under the Convention;
- the provision in Contracting States of procedures for establishment, as well as for recognition and enforcement and modification, of maintenance decisions;
- provisions which ensure effective access to cross-border maintenance procedures;
- expedited and simplified procedures for recognition and enforcement.

21

The *Protocol on the Law Applicable to Maintenance Obligations* establishes as its main rule that maintenance obligations shall be governed by the law of the State of the habitual residence of the maintenance creditor. It also contains special rules favouring children and parents, establishes a new special rule with respect to maintenance for spouses and ex-spouses, and opens up the possibility for the parties to designate the law of the forum for a particular proceeding and, within certain limits, the possibility to designate certain laws as applicable to their maintenance obligations.

Together with the existing Hague Children's Conventions on Child Abduction (1980), Intercountry Adoption (1993) and International Child Protection (1996), the new Convention and its Protocol constitute a powerful set of international instruments to give real and practical effect to the fundamental rights of children in cross-border situations.

In this way the new Convention and its Protocol, like the other Hague Children's Conventions, will contribute to achieving some of the objectives of the United Nations *Convention of 20 November 1989 on the Rights of the Child* (CRC).³

Work on finalising the Explanatory Reports started immediately after the Twenty-First Session. Following up on the Recommendations of the Session, work also started on the development of post-Convention services for the Convention.

Future work

The Council on General Affairs and Policy, which met from 2 to 4 April 2007, took a number of decisions concerning future work. It reserved its position on the ultimate priority to be attached to the possible topics for future work, in particular concerning the topics listed below in sections 1 to 3.

3

Art. 27, para. 4 of the CRC provides: "States Parties shall take all appropriate measures to secure the recovery of maintenance for the child from the parents or other persons having financial responsibility for the child, both within the State Party and from abroad. In particular, where the person having financial responsibility for the child lives in a State different from that of the child, States Parties shall promote the accession to international agreements or the conclusion of such agreements, as well as the making of other appropriate arrangements."

I Médiation transfrontière en matière familiale

Lors de sa précédente réunion (du 3 au 5 avril 2006), le Conseil (Commission spéciale) sur les affaires générales et la politique avait invité le Bureau Permanent à préparer une étude de faisabilité sur la médiation transfrontière en matière familiale et l'élaboration possible d'un instrument en la matière. La médiation, qui est un moyen de résolution des différends de plus en plus apprécié en matière familiale dans de nombreux États et territoires, est jugée bénéfique lorsque les parties poursuivent leurs relations – ce qui est souvent le cas dans les conflits familiaux, en particulier ceux qui concernent des enfants – et apparaît comme un moyen de décharger des juridictions encombrées.

22

L'étude de faisabilité préparée par le Bureau Permanent pour la réunion du Conseil de 2007⁴ donnait un aperçu du développement de la médiation en matière familiale dans les systèmes nationaux et du statut actuel de la médiation dans les affaires familiales internationales. Elle analysait aussi certaines questions d'ordre juridique et pratique qui entourent le développement de la médiation internationale en matière familiale et concluait par quelques suggestions de travaux que la Conférence pourrait entreprendre dans ce domaine. Le Conseil a décidé d'inviter les Membres à transmettre leurs observations sur l'étude avant la fin de l'année 2007 afin de permettre la poursuite des discussions sur ce thème lors de la réunion du Conseil du printemps 2008.

2 Choix de la loi applicable dans les contrats internationaux

En avril 2006, le Bureau Permanent a été invité à réaliser une étude de faisabilité sur l'élaboration d'un instrument concernant le choix de la loi applicable en matière de contrats commerciaux internationaux. Dans l'exécution du mandat qui lui a été donné par le Conseil, le Bureau Permanent a adopté une démarche multiple.

Deux études de droit comparé ont été préparées à l'attention du Conseil d'avril 2007. L'une décrivait l'état du droit régissant le choix de la loi applicable dans les contrats internationaux aux niveaux mondial, régional et parfois national et s'intéressait aux modalités générales d'application de ces règles dans les procédures judiciaires. L'autre décrivait la situation juridique au regard du choix de loi dans les contrats internationaux soumis à l'arbitrage commercial international.

Outre ces deux études de droit comparé, le Bureau Permanent a préparé un questionnaire afin d'examiner les usages en matière de clauses de choix de loi dans les contrats internationaux et la mesure dans laquelle elles sont respectées, de cerner les problèmes et lacunes éventuels, et de se faire une première idée sur la position à la fois des parties à des litiges commerciaux soumis aux tribunaux ou à l'arbitrage, et de ceux qui tranchent ces différends sur l'amélioration qu'un éventuel instrument (contraignant ou non) pourrait apporter à la situation. Le Questionnaire était structuré en trois parties s'adressant chacune à un groupe cible différent, à savoir (i) les Membres de la Conférence, (ii) la Chambre de commerce internationale et (iii) 115 centres et organismes d'arbitrage international.

Le Conseil a invité les Membres à répondre au Questionnaire relatif au choix de la loi applicable en matière de contrats internationaux et à transmettre leurs observations sur l'étude de faisabilité réalisée (Doc. prél. No 22) à l'automne 2007 pour permettre la poursuite des discussions sur ce thème lors de la réunion du Conseil du printemps 2008.

4

Doc. prél. No 20 de mars 2007 à l'intention du Conseil d'avril 2007 sur les affaires générales et la politique de la Conférence, voir le site Internet de la Conférence, sous les rubriques « Travaux en cours », puis « Affaires générales ».

1 Cross-border mediation in family matters

During its previous meeting (3 to 5 April 2006) the Council (the Special Commission) on General Affairs and Policy had invited the Permanent Bureau to prepare a feasibility study on cross-border mediation in family matters, including the possible development of an instrument on the subject. Mediation, as an increasingly popular means of dispute resolution in family matters in many jurisdictions, is seen as beneficial in situations where the parties have an ongoing relationship – which is often the case in family disputes, particularly those involving children – and as a way to relieve overburdened courts and tribunals.

The feasibility study prepared by the Permanent Bureau for the Council meeting of 2007⁴ provided an overview of the development of mediation in family matters within national systems, and the current status of mediation in international family matters. It also discussed some of the legal and practical issues surrounding the development of international mediation in family matters, and finally concludes with some suggestions on possible future work for the Hague Conference in this field. The Council decided to invite Members to provide comments on the feasibility study before the end of 2007, with a view to further discussing the topic at the Council's spring 2008 meeting.

23

2 Choice of law in international contracts

In April 2006 the Permanent Bureau had been requested to prepare a feasibility study on the development of an instrument concerning choice of law in international commercial contracts. The Permanent Bureau pursued a multi-pronged approach when carrying out the mandate given by the Council.

Two comparative law studies were prepared for the attention of the Council of April 2007. One described the status of law governing choice of law in international contracts in general, at the global, regional and sometimes national levels, and focused on how such rules are generally applied in court proceedings. The second study provided a description of the legal situation with regard to choice of law in international contracts that are subject to international commercial arbitration.

In addition to the two comparative law studies, the Permanent Bureau developed a questionnaire. Its purpose was to explore current practice as to the use of choice of law clauses in international contracts and to what extent they are respected, to identify possible problems and lacunae, and to obtain a first impression as to whether parties to commercial disputes in courts and arbitration, as well as those who would decide these disputes, feel that any (binding or non-binding) instrument might improve the situation. The Questionnaire was prepared in three parts, each of which was addressed to a different target group, namely (i) the Members of the Conference, (ii) the International Chamber of Commerce and (iii) 115 international arbitration centres and organisations involved in international arbitration.

The Council invited Members to respond to the Questionnaire concerning choice of law in international contracts and to provide comments on the existing feasibility study (Prel. Doc. No 22) by the autumn of 2007, with a view to further discussing the topic at the Council's spring 2008 meeting.

4

Prel. Doc. No 20 of March 2007 for the attention of the Council of April 2007 on General Affairs and Policy of the Conference, available on the website of the Hague Conference under "Work in Progress" then "General Affairs".

3 Administration du droit étranger

En avril 2006, le Bureau Permanent avait été invité à préparer une étude de faisabilité sur l'élaboration d'un instrument de coopération transfrontière économiquement efficace portant sur l'administration du droit étranger. Cet instrument pourrait aider les tribunaux qui ont à traiter d'affaires impliquant l'administration du droit étranger, à accéder facilement à ce droit et à son contenu.

Afin de préparer l'étude de faisabilité sur la nécessité d'un tel instrument, le Bureau Permanent a organisé une réunion d'experts en droit commercial ou en droit de la famille. Cette réunion s'est tenue les 23 et 24 février 2007 au Bureau Permanent à La Haye. Comme il est indiqué dans le Rapport préparé à l'intention du Conseil d'avril 2007⁵, les experts ont conclu « qu'il existe clairement un besoin de faciliter l'accès au droit étranger » et se sont prononcés « en faveur de la poursuite des travaux du Bureau Permanent dans ce domaine ». Ils ont en outre suggéré qu'un questionnaire soit préparé dans le cadre d'une étude scientifique plus approfondie.

Suivant la suggestion de l'étude de faisabilité sur l'administration du droit étranger⁶, le Conseil a invité le Bureau Permanent, lors de sa réunion d'avril 2007, à élaborer un questionnaire en vue de cerner les difficultés d'accès pratiques au contenu du droit étranger et de déterminer les domaines du droit étranger dans lesquels il existe un besoin d'information. Ce questionnaire inviterait également les Membres à transmettre leurs observations sur les modèles suggérés dans l'étude de faisabilité et sur leur mise en œuvre éventuelle. Les réponses devaient être adressées avant la fin de l'année 2007 afin de permettre la poursuite des discussions sur ce thème lors de la réunion du Conseil au printemps 2008.

4 Protocole à la Convention Recouvrement des aliments de 2007 portant sur le recouvrement international des aliments destinés aux personnes vulnérables

Lors des négociations relatives à la nouvelle Convention Recouvrement des aliments, certains États ont suggéré d'étendre le champ d'application obligatoire de la Convention aux obligations alimentaires destinées aux personnes vulnérables. La Vingt et unième session a finalement recommandé que la Conférence de La Haye étudie la faisabilité d'un Protocole relatif au recouvrement international des aliments destinés aux personnes vulnérables (voir Acte final de la Vingt et unième session, Partie C, Recommandation No 9). Ce sujet a donc été reporté à la réunion du Conseil du printemps 2008 pour discussions complémentaires.

5 Protocole additionnel à la Convention de 1980 sur l'enlèvement international d'enfants

En octobre 2007, la Suisse a proposé un Projet de protocole à la Convention de 1980 sur l'enlèvement international d'enfants. L'idée d'un Protocole additionnel avait été initialement évoquée lors de la Cinquième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement de la Convention de 1980 sur l'enlèvement international d'enfants en octobre / novembre 2006.

⁵ Doc. prél. No 21 A de mars 2007 à l'intention du Conseil d'avril 2007 sur les affaires générales et la politique de la Conférence, voir le site Internet de la Conférence, sous les rubriques « Travaux en cours », puis « Affaires générales ».

⁶ Doc. prél. Nos 21 A, 21 B et 21 C de mars 2007 à l'intention du Conseil d'avril 2007 sur les affaires générales et la politique de la Conférence, voir le site Internet de la Conférence, sous les rubriques « Travaux en cours », puis « Affaires générales ».

3 Treatment of foreign law

In April 2006 the Permanent Bureau had been invited to prepare a feasibility study on the development of an efficient and effective instrument for cross-border co-operation concerning the treatment of foreign law. Such an instrument could assist courts that hear cases involving the application of foreign law to have easy access to this law and ascertain its content.

With a view to preparing the feasibility study on the need for such an instrument, the Permanent Bureau organised a meeting of experts in this field with either a commercial law or family law background. This meeting took place on 23 and 24 February 2007 at the Permanent Bureau in The Hague. As related in the report prepared for the attention of the Council of April 2007,⁵ the experts acknowledged “that there is clearly a need to facilitate access to foreign law” and that they “supported the Permanent Bureau’s continued work in the area”. The experts suggested that a questionnaire be prepared as part of a more elaborate scientific study.²⁵

At its April 2007 meeting, the Council invited the Permanent Bureau to develop a questionnaire as suggested in the feasibility study on the treatment of foreign law,⁶ with a view to identifying practical difficulties in accessing the content of foreign law and determining the areas of foreign law for which information is required. This questionnaire would also invite Members to comment on the models suggested in the feasibility study and their possible implementation. Responses were to be returned before the end of 2007 with a view to further discussing the topic at the Council’s spring 2008 meeting.

4 Protocol to the 2007 Child Support Convention regarding international recovery of maintenance in respect of vulnerable persons

During the negotiations on the new Child Support Convention, certain States had suggested bringing maintenance obligations in respect of vulnerable persons within the compulsory scope of the Convention. The Twenty-First Session finally recommended that the Hague Conference should consider the feasibility of developing a Protocol concerning the international recovery of maintenance in respect of vulnerable persons (see Final Act of the Twenty-First Session, Part C, Recommendation No 9). This topic was thus deferred for further discussion to the spring 2008 meeting of the Council.

5 Additional Protocol to the 1980 Child Abduction Convention

In October 2007 Switzerland submitted a proposal for a Draft Additional Protocol to the 1980 Child Abduction Convention. The matter of a possible Additional Protocol was first discussed at the Fifth Meeting of the Special Commission to review the operation of the 1980 Child Abduction Convention, which took place in October / November 2006.

⁵ Prel. Doc. No 21 A of March 2007 for the attention of the Council of April 2007 on General Affairs and Policy of the Conference, available on the website of the Hague Conference under “Work in Progress” then “General Affairs”.

⁶ Prel. Docs Nos 21 A, 21 B and 21 C of March 2007 for the attention of the Council of April 2007 on General Affairs and Policy of the Conference, available on the website of the Hague Conference under “Work in Progress” then “General Affairs”.

La Commission spéciale⁷ a reconnu l'intérêt potentiel d'un protocole additionnel sans toutefois le considérer comme une priorité immédiate. En novembre 2007, le Bureau Permanent a engagé un cycle de consultation auprès des Membres de la Conférence en vue de poursuivre les discussions lors de la réunion du Conseil du printemps 2008.

6 Questions juridiques relatives aux migrants économiques

Une Note établie par le Bureau Permanent et présentée début 2006⁸ suggérait que certaines techniques élaborées par la Conférence de La Haye pour la coopération transfrontière dans le contexte de l'entraide administrative et judiciaire, et ensuite appliquées et étendues à la protection des enfants et des adultes vulnérables, pourraient se prêter à une application progressive à un nombre limité de questions spécifiques qui se posent dans le contexte des migrations internationales. Parmi les formes possibles de coopération internationale susceptibles de bénéficier de l'expérience de La Haye, on peut citer par exemple : la coopération dans la mise en œuvre de programmes de migration circulaire ou temporaire convenus entre les États concernés ; la coopération dans l'établissement et le suivi d'un système d'agrément et de régulation des intermédiaires intervenant dans les migrations internationales ; la coopération visant à permettre le transfert aisé et économique des fonds envoyés par les migrants internationaux dans leur pays d'origine. Lors de sa réunion d'avril 2007, le Conseil a invité le Bureau Permanent à poursuivre ses travaux exploratoires quant à l'application de techniques de droit international privé à certains aspects des migrations internationales.

26

7 Autres travaux futurs possibles

Le Conseil de 2007 a décidé de maintenir les questions suivantes au programme de travail de la Conférence :

- a les questions de droit international privé soulevées par la société de l'information, dont le commerce électronique ;
- b les conflits de juridictions, la loi applicable et la coopération judiciaire et administrative internationale en matière de responsabilité civile pour les dommages causés à l'environnement ;
- c la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de succession ;
- d la compétence judiciaire, la loi applicable et la reconnaissance et l'exécution des jugements relatifs aux couples non mariés ;
- e l'évaluation et l'analyse des questions juridiques transfrontières soulevées par des titres détenus auprès d'un intermédiaire et le droit des sûretés, en tenant notamment compte des travaux menés par d'autres organisations internationales.

⁷ Voir aussi conclusions 1.7.3 et 1.8.3 du Rapport de la Cinquième réunion de la Commission spéciale, sur le site Internet de la Conférence, espace « Enlèvement d'enfants ».

⁸ Doc. préliminaire No 8 de mars 2006 à l'intention de la Commission spéciale d'avril 2006 sur les affaires générales et la politique de la Conférence, voir le site Internet de la Conférence, sous les rubriques « Travaux en cours », puis « Affaires générales ».

The potential value of an Additional Protocol was recognised by the Special Commission,⁷ though not as an immediate priority. In November 2007, the Permanent Bureau launched a consultation round among its Members with a view to holding further discussions during the spring 2008 meeting of the Council.

6 Legal issues relating to economic migrants

A Note drawn up by the Permanent Bureau and presented at the beginning of 2006⁸ suggested that some of the techniques developed by the Hague Conference for cross-border co-operation in the context of international judicial and administrative co-operation, and later applied and extended to the area of protection of children and vulnerable adults, might lend themselves to incremental and progressive application to a limited number of specific issues that arise in the context of international migration. Some examples of possible forms of international co-operation that might benefit from the Hague experience included: co-operation in the implementation of temporary or circular migration programmes agreed between States concerned; co-operation in establishing and monitoring a system of licensing and regulation of intermediaries involved in facilitating international migration; co-operation in facilitating the easy and cheap transfer of remittances sent home by international migrants. During its meeting in April 2007, the Council invited the Permanent Bureau to continue its exploration of the application of certain private international law techniques to aspects of international migration.

27

7 Other possible future work

The Council of 2007 decided to retain the following matters on the Conference's agenda:

- a questions of private international law raised by the information society, including electronic commerce;
- b the conflict of jurisdictions, applicable law and international judicial and administrative co-operation in respect of civil liability for environmental damage;
- c jurisdiction, and recognition and enforcement of decisions in matters of succession upon death;
- d jurisdiction, applicable law, and recognition and enforcement of judgments in respect of unmarried couples;
- e assessment and analysis of transnational legal issues relating to indirectly held securities and security interests, taking into account in particular the work undertaken by other international organisations.

⁷ See also conclusions 1.7.3 and 1.8.3 of the Report of the Fifth Meeting of the Special Commission, available on the website of the Hague Conference under the "Child Abduction Section".

⁸ Prel. Doc. No 8 of March 2006 for the attention of the Special Commission of April 2006 on General Affairs and Policy of the Conference, available on the website of the Hague Conference under "Work in Progress" then "General Affairs".

Services post-conventionnels

La Conférence de La Haye a réalisé un véritable travail de pionnier en élaborant diverses méthodes de suivi, de soutien et d'examen du fonctionnement des Conventions, en particulier celles qui régissent l'entraide administrative et judiciaire transfrontière.

Ces services « post-conventionnels » recouvrent quatre activités principales :

- (i) administration des traités⁹ et gestion des réseaux internationaux d'Autorités centrales et d'autres organismes chargés de la mise en œuvre des Conventions ;
- (ii) suivi, examen et adaptation des Conventions de La Haye ;
- (iii) promotion et développement ;
- (iv) assistance technique à la mise en œuvre apportée aux États et, lorsque cela s'avère nécessaire et approprié, aux professionnels, entreprises et individus sur les questions relatives au fonctionnement pratique d'une Convention.

Au cours de l'année écoulée, le Bureau Permanent a poursuivi le développement de ces services dans ses trois principaux domaines de travail : (A) protection internationale des enfants et des adultes vulnérables, relations internationales familiales et patrimoniales, (B) entraide judiciaire et administrative et contentieux international et (C) droit commercial et financier international.

Plusieurs des activités post-conventionnelles du Bureau Permanent prennent aujourd'hui la forme de programmes régionaux ou de programmes d'assistance technique relative aux Conventions desservant plus d'une région. Début 2007, il a été possible de placer la gestion administrative de ces programmes sous les auspices du Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique.

9

Un outil important à cet égard est le site Internet de la Conférence, < www.hcch.net >. En 2007, la Conférence de La Haye a poursuivi la modernisation et l'expansion de son site afin de faciliter son utilisation bilingue et de rendre toutes les informations accessibles grâce à une base de données, y compris les documents rédigés dans d'autres langues que les langues officielles de la Conférence.

Post-Convention services

The Hague Conference has been a pioneer in developing various methods of monitoring, supporting and reviewing the operation of its Conventions, in particular those providing for cross-border judicial and administrative co-operation.

These ‘post-Convention services’ can be divided into four main activities:

- (i) treaty administration⁹ and maintaining the international networks of Central Authorities and other bodies charged with implementation of the Hague Conventions;
- (ii) monitoring, review and adaptation of Hague Conventions;
- (iii) promotion and development; and
- (iv) providing technical assistance to States on matters of implementation and, where possible and appropriate, to professionals, companies and individuals on matters relating to the practical operation of a Convention.

During the past year the Permanent Bureau continued its development of these services in its three main areas of work: (A) International Protection of Children and Vulnerable Adults, International Family and Family Property Relations; (B) International Legal Co-operation and Litigation and (C) International Commercial and Finance Law.

Several of the Permanent Bureau’s post-Convention activities now take the form of regional programmes or are Convention-related technical assistance programmes that serve more than one region. In early 2007 it was possible to place the administrative management of these programmes under the auspices of the International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance.

9

An important tool in this respect is the website of the Conference, <www.hcch.net>. During 2007 the Hague Conference continued to modernise and expand its website with a view to facilitating bilingual usage, and making all information accessible through a database, including documents in languages other than the official languages of the Conference.



Services post-conventionnels |
**Protection internationale des enfants et
des adultes vulnérables, relations
internationales familiales et patrimoniales**

Post-Convention services |
**International Protection of Children and
Vulnerable Adults, International Family
and Family Property Relations**

Conventions Enlèvement d'enfants (1980)¹⁰ et Protection des enfants (1996)¹¹

a Guides de bonnes pratiques

En 2007, les travaux de rédaction de deux nouvelles parties du Guide de bonnes pratiques en vertu de la Convention Enlèvement d'enfants ont été poursuivis. Aidé d'un groupe d'experts, le Bureau Permanent a poursuivi son travail sur les parties consacrées à l'exécution des décisions de retour et des décisions accordant un droit de visite (Quatrième partie) et au droit de visite / droit d'entretenir un contact (Cinquième partie). Ces travaux devraient être parachevés en 2008.

³² Les deux premières parties, sur la pratique des Autorités centrales et la mise en œuvre, ont été publiées en 2003, la troisième, consacrée aux mesures préventives, en 2005. Toutes les parties du Guide sont publiées en anglais, français et espagnol. En outre, et en concertation avec les États contractants, des travaux sont en cours sur l'actualisation des formulaires de demande de retour.

Un Guide de bonnes pratiques en vertu de la Convention de 1996 (Première partie, Mise en œuvre) et un Manuel pratique sur le fonctionnement de la Convention sont en préparation.

b INCADAT

La base de données sur l'enlèvement international d'enfants (INCADAT, <www.incadat.com>) a été créée en 1999 par le Bureau Permanent afin de permettre l'accès aux nombreuses décisions importantes rendues par les juridictions nationales sur le fondement de la Convention Enlèvement d'enfants. INCADAT est utilisée par les juges, les Autorités centrales, des praticiens du droit, des chercheurs et d'autres personnes intéressées par cette branche du droit en rapide évolution. Elle a déjà contribué à la compréhension mutuelle et à l'uniformisation des interprétations entre les 80 États parties à la Convention, éléments essentiels au bon fonctionnement de cette Convention.

INCADAT est un outil évolutif. En 2007, le Bureau Permanent a poursuivi le développement du droit matériel couvert, du réseau de correspondants INCADAT et de la page consacrée aux enlèvements ne relevant pas de la Convention de La Haye, qui traite des développements dans les États non parties à la Convention, ainsi que du module espagnol. Le 31 décembre 2007, INCADAT comptait près de 800 résumés des principales affaires d'enlèvement d'enfant, en anglais et en français, ainsi que le texte complet des décisions dans leur langue d'origine. Des progrès sont réalisés pour traduire les résumés en espagnol. En outre, des efforts ont été faits pour développer la partie réservée aux commentaires afin de comparer les différentes décisions.

c INCSTAT

En 2007, le Bureau Permanent a poursuivi le déploiement d'INCASTAT, la base de données statistiques sur l'enlèvement international d'enfants, en allouant notamment un nom d'utilisateur et un mot de passe aux Autorités centrales, et a élaboré un manuel de l'utilisateur en anglais, français et espagnol. Depuis octobre 2007, plus de 100 Autorités centrales désignées en vertu de la Convention de La Haye de 1980 peuvent accéder directement à INCSTAT via le site Internet de la Conférence avec un identifiant et un mot de passe.

¹⁰ Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

¹¹ Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants.

Hague Child Abduction Convention (1980)¹⁰ and Child Protection Convention (1996)¹¹

a *Guides to Good Practice*

During 2007 work progressed on the drawing up of two new Guides to Good Practice on the 1980 Child Abduction Convention. With the assistance of a group of experts, the Permanent Bureau continued its work on Guides to Good Practice on Enforcement of return orders / access orders (Part IV) and on Transfrontier access / contact (Part V). The latter Guide to Good Practice is expected to be finalised in 2008.

Parts I, on Central Authority practice, and II, on Implementing measures, were published in 2003. Part III, on Preventive measures, was published in 2005. All Guides are published in English, French and Spanish. Furthermore, work is under way on updating the standard request for return forms in consultation with Contracting States.

33

Work on a Guide to Good Practice (Part I on Implementation) on the 1996 Convention and on a Handbook on the practical operation of the Convention is under way.

b *INCADAT*

The International Child Abduction Database (INCADAT, <www.incadat.com>) was established by the Permanent Bureau in 1999 with the objective of making accessible many of the leading decisions rendered by national courts in respect of the 1980 Child Abduction Convention. INCADAT is used by judges, Central Authorities, legal practitioners, researchers and others interested in this rapidly developing branch of law. INCADAT has already contributed to the promotion of mutual understanding and consistency of interpretation among the 80 States Parties to the Convention, essential elements in the effective operation of this Convention.

INCADAT is an evolving tool. During 2007 its substantive legal coverage continued to expand, as did the network of INCADAT correspondents and the so-called “non-Hague Convention” page, that deals with relevant developments concerning States that are not Parties to the Convention. Work also continued on the Spanish module. On 31 December 2007, INCADAT included nearly 800 summaries of the leading child abduction cases in English and French, as well as the full text of the decisions in their original language. Progress was also made on the translation into Spanish of all these summaries, and efforts were made to expand the commentary section with a view to comparing and contrasting different decisions.

c *INCASTAT*

Implementation of INCASTAT, the international child abduction statistical database, continued during 2007, including the distribution of user ID's and passwords to Central Authorities and the development of a user's manual in English, French and Spanish. Since October 2007, INCASTAT is directly accessible via the Hague Conference website, with the use of a user name and password, to more than 100 Central Authorities designated under the 1980 Convention.

¹⁰ Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction.

¹¹ Hague Convention of 19 October 1996 on Jurisdiction, Applicable Law, Recognition, Enforcement and Co-operation in Respect of Parental Responsibility and Measures for the Protection of Children.

d Projet pilote iChild

Après la réalisation du projet pilote en 2006, les travaux de mise en œuvre du système *iChild* de gestion des dossiers pour la Convention Enlèvement ont continué en 2007.

Ce projet a été principalement financé par le Canada et le Royaume-Uni et des fonds ont également été versés par la société canadienne *WorldReach Software* qui a mis le logiciel gracieusement à la disposition des Autorités centrales désignées en vertu de la Convention Enlèvement intéressées. Au 31 décembre 2007, plus de quatre Autorités centrales avaient mis *iChild* en place. Quelques Autorités centrales avaient testé la version de démonstration du logiciel.

e La Lettre des juges sur la protection internationale de l'enfant

34

En 2007, dans le cadre des tâches de gestion courante relatives à *La Lettre des juges sur la protection internationale de l'enfant*, le Bureau Permanent a tenu des consultations avec le Comité éditorial, sollicité des contributions, écrit et édité, travaillé en coordination avec l'éditeur *Butterworths Legal Publishers* et actualisé une liste de diffusion, travaux auxquels s'est ajoutée la traduction de *La Lettre des juges* en espagnol et en arabe.

Le tome XII, printemps / été 2007, de *La Lettre des juges sur la protection internationale de l'enfant* a été publié par le Bureau Permanent. Son dossier spécial était consacré à la Cinquième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement de la Convention de 1980 sur l'enlèvement d'enfants et la mise en œuvre de la Convention de 1996 sur la protection internationale des enfants, qui s'est tenue du 30 octobre au 9 novembre 2006. Tous les tomes récents de *La Lettre des juges sur la protection internationale de l'enfant* sont accessibles en version bilingue anglais-français et unilingue espagnole sur le site Internet de la Conférence. Pour une liste complète des tomes publiés à ce jour (y compris la version en arabe du tome automne 2004), voir l'espace Publications du site Internet de la Conférence.

f Communications judiciaires internationales directes

En 2007, le développement régional du Réseau international de La Haye de juges spécialisés en droit de la famille s'est poursuivi, en particulier en ce qui concerne le Programme spécial pour les États d'Amérique latine. Ce réseau compte aujourd'hui 24 juges de liaison formellement et informellement désignés des pays suivants : Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine (RAS de Hong Kong), Chypre, Danemark, États-Unis d'Amérique, Gabon, Islande, Malte, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni (Angleterre et Pays de galles, Irlande du Nord et Écosse) et Uruguay.

g Participation à des séminaires et réunions d'experts

Du 19 au 21 septembre 2007, une deuxième réunion interaméricaine d'experts sur l'enlèvement international d'enfants, organisée conjointement par l'Institut interaméricain de l'enfant (IIN) et la Conférence de La Haye, s'est tenue à Buenos Aires. Comme la première, qui avait eu lieu en novembre 2006, cette réunion peut être considérée comme un résultat concret de l'accord signé par les deux organisations en juin 2006. Ont participé à la réunion de septembre 2007 des juges et des agents d'Autorités centrales de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de la République dominicaine, de l'Équateur, d'El Salvador, des États-Unis d'Amérique, du Guatemala, du Mexique, du Panama, du Paraguay, du Pérou, de Trinité-et-Tobago, de l'Uruguay et du Venezuela, ainsi que des observateurs de l'Espagne, de l'Unicef, de *Missing Children Argentina* et plusieurs universitaires intéressés. La participation du

d *iChild pilot project*

After the completion of the pilot in November 2006, efforts continued during 2007 on implementation of the iChild case management system for the Child Abduction Convention. The Governments of Canada and the United Kingdom have been the major sponsors of this project and support has also been given by WorldReach Software of Canada, which made the software available free of charge to any interested Central Authority under the 1980 Convention. At 31 December 2007, iChild had been implemented by four Central Authorities. Some Central Authorities have tested the demo version of the software.

e *The Judges' Newsletter on International Child Protection*

Ongoing work regarding the *The Judges' Newsletter on International Child Protection* during 2007 included consultation with the Editorial Board, soliciting material, writing and editing, co-ordination with the publisher (Butterworths Legal Publishers), and maintenance of a distribution list. Furthermore, the work includes translation into other languages (Spanish and Arabic).

In spring / summer 2007, Volume XII of *The Judges' Newsletter on International Child Protection* was published by the Permanent Bureau. Its focus was the Fifth Meeting of the Special Commission to review the operation of the 1980 Convention on Child Abduction and the practical implementation of the 1996 Convention on International Child Protection that took place from 30 October to 9 November 2006. All recent volumes of *The Judges' Newsletter on International Child Protection* are available in English and French, as well as Spanish, on the Hague Conference website. For a complete list of volumes published so far (including the Arabic version of the autumn 2004 edition), see the Publications section on the website of the Hague Conference.

f *Direct international judicial communications*

During 2007 progress was made in respect of the regional development of the International Hague Network of Judges specialised in family matters, in particular related to the Special Programme for Latin American States. The International Hague Network of Judges now includes formal and informal nominations of 24 Liaison Judges from Argentina, Australia, Brazil, Canada, China (Hong Kong SAR), Cyprus, the Czech Republic, Denmark, Gabon, Iceland, Malta, Mexico, the Netherlands, New Zealand, Norway, Romania, the United Kingdom (England and Wales, Northern Ireland and Scotland), the United States of America and Uruguay.

g *Participation in seminars and expert meetings*

From 19 to 21 September 2007, a second meeting of Inter-American experts on international child abduction, co-organised by the Inter-American Children's Institute (IIN) and the Hague Conference, was held in Buenos Aires. This meeting, as well as the first joint IIN-Hague Conference meeting that took place in November 2006, can be seen as tangible achievements of the agreement signed by both organisations in June 2006. Participants at the September 2007 meeting included Judges and Central Authority officials from Argentina, Brazil, Chile, Colombia, Costa Rica, the Dominican Republic, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Mexico, Panama, Paraguay, Peru, Trinidad and Tobago, the United States of America, Uruguay and Venezuela, as well as observers from Spain, Unicef, Missing Children Argentina and several interested academics. The participation of the Vice-President of the IIN Directing Council, of

Vice-président du Conseil directeur de l'IIN, du Directeur général de l'IIN et du Secrétaire général de la Conférence de La Haye a été un signal clair de l'importance attachée à la réunion par les deux organisations.

En octobre 2007, un séminaire judiciaire consacré à l'enlèvement international d'enfants s'est tenu au Paraguay, et le Bureau Permanent a également participé activement à une conférence sur l'enlèvement international d'enfants à Prague, le même mois.

Convention Adoption internationale (1993)¹²

a *Guide de bonnes pratiques*

36

Le projet de Guide de bonnes pratiques (Première partie) en vertu de la Convention Adoption internationale de 1993, préparé par le Bureau Permanent, a été approuvé par la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention de 1993 qui s'est réunie au Palais de la Paix, à La Haye en septembre 2005. En 2007, le Bureau Permanent a rédigé des modifications avec l'assistance d'un Groupe consultatif. Le Guide devrait être publié en 2008 en anglais et en français ; une traduction en espagnol sera également réalisée.

Le Guide est conçu pour aider les États contractants, anciens et récents, à atteindre les objectifs de la Convention, à savoir la protection des enfants adoptés à l'international, en mettant un ensemble d'outils et de méthodes à leur disposition et à celle de leurs Autorités centrales.

Des travaux préparatoires d'une deuxième partie du Guide consacrée à l'agrément ont également été entamés en 2007.

b *Profils des États*

Conformément aux Recommandations de la Commission spéciale de 2005 sur l'adoption internationale de 2005, l'espace Adoption du site Internet de la Conférence s'est enrichi d'une section dédiée au profil des États. Chaque profil doit indiquer, notamment, les procédures, les adresses de sites Internet et la répartition des diverses responsabilités et tâches en vertu de la Convention entre les Autorités centrales, les autorités publiques, les organismes agréés et tous autres organismes et personnes. Le travail est en cours et la forme des profils reste à déterminer.

c *ICASTAT*

Le Bureau Permanent a engagé les travaux visant à recueillir des statistiques auprès des États parties à la Convention de 1993 en vue d'établir une base de données spéciale sur l'adoption internationale : ICASTAT. Les Autorités centrales pourront y accéder directement via le site Internet de la Conférence.

d *Participation à des séminaires et réunions d'experts*

Le Bureau Permanent a notamment participé au séminaire technique sur le placement et l'adoption, avec les Autorités centrales espagnole et latino-américaines, organisé par l'Agence de coopération espagnole à Cartagena (Colombie) du 30 juillet au 3 août 2007, à la 13e conférence de travail informelle des Autorités centrales européennes pour l'adoption internationale, qui s'est tenue à Vilnius (Lithuanie) en octobre 2007, ainsi qu'au Séminaire européen sur la protection des droits de l'enfant à Kiev (Ukraine), en décembre 2007, organisé par le Conseil de l'Europe et le Ministère de la justice et de la famille ukrainien.

12

Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

the Director General of the IIN as well as the Secretary General of the Hague Conference was a clear indication of the importance accorded the meeting by both organisations.

In October 2007, the Permanent Bureau participated actively in a Judicial Seminar on International Child Abduction that took place in Paraguay, and in a Conference on International Child Abduction held in Prague that same month.

Hague Intercountry Adoption Convention (1993)¹²

a Guide to Good Practice

The draft Guide to Good Practice (Part I) under the 1993 Intercountry Adoption Convention prepared by the Permanent Bureau was approved by the Special Commission to review the practical operation of the 1993 Convention, which met at the Peace Palace in The Hague in September 2005. During 2007 the Permanent Bureau drafted amendments with the assistance of a designated Consultative Group. It is expected that the Guide will be published in 2008 in English and French, and a Spanish translation will be made available thereafter.

The Guide is designed to assist both new and established Contracting States and their Central Authorities by putting at their disposal a range of tools and suggested approaches to assist States in achieving the objective of the Convention, namely, the protection of children who are adopted internationally.

Preliminary work began in 2007 on the preparation of a Guide to Good Practice on Accreditation (Part II).

b Country profiles

Following up on the Recommendations of the Special Commission of 2005 on Intercountry Adoption, the Adoption section of the website of the Hague Conference was expanded by the addition of a section on country profiles. These profiles should include, *inter alia*, procedures, website addresses and how the various responsibilities and tasks under the Convention are divided between Central Authorities, public authorities, accredited bodies and any other bodies and persons. This work is ongoing and the final form of the profiles is still to be finalised.

c ICASTAT

Work began on the collection of statistics from States Parties to the 1993 Convention for the purpose of establishing a special database on intercountry adoption: ICASTAT. ICASTAT will be made available directly to Central Authorities via the Hague Conference website.

d Participation in seminars and expert meetings

The Permanent Bureau actively participated, among others, in the Technical Seminar on foster care and adoption with the Spanish and Latin American Central Authorities, organised by the Spanish Co-operation Agency in Cartagena de Indias (Colombia), from 30 July to 3 August 2007; the 13th Informal Working Conference of European Central Authorities for Intercountry Adoption, in Vilnius (Lithuania) in October 2007; and in the European Seminar on the protection of children's rights, in Kiev (Ukraine) in December 2007, co-organised by the Council of Europe and the Ukrainian Ministry of Justice and Family Affairs.

¹²

Hague Convention of 29 May 1993 on Protection of Children and Co-operation in Respect of Intercountry Adoption.



Services post-conventionnels |
**Entraide judiciaire et administrative,
et contentieux international**

Post-Convention services |
**International Legal Co-operation
and Litigation**

Convention Apostille (1961)¹³

a *Manuel pratique*

Conformément aux Conclusions et Recommandations de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique des Conventions Apostille, Obtention des preuves et Notification (28 octobre – 24 novembre 2003), le Bureau Permanent a entamé l’élaboration d’un projet très complet de Manuel pratique sur le fonctionnement de la Convention Apostille. Ce manuel apportera des réponses pratiques et directes aux questions les plus élémentaires que pose l’application courante de la Convention, et contiendra des commentaires détaillés sur des questions spécifiques soulevées au fil des ans par la Convention. Le projet de Manuel pratique devrait être achevé en 2009.

40

b *Programme pilote d’apostilles électroniques (e-APP)*

Dans le cadre du Programme pilote d’apostilles électroniques (e-APP), la Conférence de La Haye et la NNA, en concertation avec les États intéressés, développent, promeuvent et facilitent la mise en œuvre de modèles de logiciels peu onéreux, opérationnels et sécurisés pour (i) la délivrance et l’utilisation d’apostilles électroniques (e-apostilles) et (ii) l’exploitation de registres électroniques d’apostilles (e-registres). Lancé officiellement en 2006, l’e-APP est une illustration pratique, reposant sur des technologies courantes, des Conclusions et Recommandations de la Commission spéciale de 2003 sur le fonctionnement pratique de la Convention Apostille de 1961 et du forum international de 2005 sur la notarisation et l’apostille électroniques. L’e-APP propose des modèles de logiciels que les États participants peuvent configurer librement, encourager leur adoption, mais les États peuvent aussi développer leurs propres solutions logicielles. Bien que l’e-APP n’impose pas aux États participants de partager leurs systèmes ou modèles en environnement libre, il serait souhaitable à tout le moins qu’ils profitent du programme pour échanger des informations sur leurs travaux, leurs visions communes et, dans une certaine mesure, sur leur environnement juridique.

L’e-APP a fait une percée en février 2007, lorsque l’état du Kansas (États-Unis) a émis la première e-apostille test comme le suggérait l’e-APP, et que la Colombie, l’État récepteur, a officiellement accepté cette e-apostille test. En outre, l’état de Rhode Island (États-Unis) a rejoint l’e-APP en adoptant le logiciel libre et gratuit de registre électronique. En octobre 2007, la Belgique et la Colombie ont toutes deux lancé des registres électroniques pour vérifier l’authenticité de leurs apostilles respectives. Toute personne intéressée peut désormais effectuer une recherche, en ligne sécurisée, sur une apostille délivrée (sous forme électronique) par des fonctionnaires belges, colombiens ou de Rhode Island (actuellement sous forme imprimée, bientôt également sous forme électronique), en saisissant son numéro et sa date ; le registre indiquera automatiquement si une entrée correspondante est trouvée, ce qui permettra aux destinataires de vérifier l’origine de l’apostille bien plus rapidement et efficacement qu’aujourd’hui.

Premier État européen à mettre en œuvre une des deux composantes de l’e-APP, la Belgique continue d’œuvrer activement au déploiement de sa seconde composante, la délivrance d’apostilles électroniques. Entre-temps, la Colombie a commencé à délivrer des apostilles selon une méthode très proche du modèle suggéré par l’e-APP. De ce fait, l’Autorité compétente colombienne génère et signe désormais par voie numérique toutes ses apostilles, qu’elle enregistre dans son registre électronique. Une version imprimée de l’apostille électronique est délivrée au demandeur. Outre les éléments standards d’une apostille, le certificat d’apostille colombien comporte toutes les informations nécessaires relatives à la signature numérique de

Hague Apostille Convention (1961)¹³

a *Practical Handbook*

Following up on the Conclusions and Recommendations adopted by the Special Commission on the practical operation of the Hague Apostille, Evidence and Service Conventions (28 October – 24 November 2003), work was started on developing a comprehensive draft Practical Handbook on the operation of the Apostille Convention. The Handbook will provide both practical and direct answers to the most basic questions raised by the day-to-day application of the Convention, and it offers more detailed commentaries on specific issues raised by the Convention over the years. The draft Practical Handbook is expected to be finalised in 2009.

41

b *Electronic Apostille Pilot Program (e-APP)*

Under the Apostille Pilot Program (e-APP), the Hague Conference and the NNA, together with interested States, are developing, promoting and assisting in the implementation of low-cost, operational and secure software models for (i) the issuance and use of electronic Apostilles (e-Apostilles), and (ii) the operation of electronic Registers of Apostilles (e-Registers). The e-APP, officially launched in 2006, illustrates how the Conclusions and Recommendations of the 2003 Special Commission meeting on the practical operation of the 1961 Apostille Convention and of the 2005 International Forum on e-Notarisation and e-Apostilles can be implemented in practice by relying on existing and widely used technology. The e-APP offers and promotes the adoption of software models that are freely configurable by participating States. Additionally, States are welcome to develop their own software solutions and to work collaboratively within the framework of the e-APP. Although States are not required to share their systems or models in an open-source environment under the e-APP, it is hoped that, at the very least, participating States will use the e-APP to educate each other about their work, shared visions, and – to the extent necessary – legal environments.

The e-APP made a breakthrough in February 2007 when the state of Kansas (USA) issued the first test e-Apostille as suggested under the Pilot Program, and Colombia, the receiving State, officially indicated its acceptance of this test e-Apostille. Furthermore, the state of Rhode Island (USA) joined the e-APP by adopting and implementing the Program's free open-source e-Register software. In October 2007 Belgium and Colombia both launched e-Registers for verifying the authenticity of their respective Apostilles. Thus any interested person can now conduct a secure online search for an Apostille issued by officials from Belgium and Colombia (in electronic format) or from the state of Rhode Island (currently on paper, soon also in electronic format). By entering the Apostille's number and date, the register will show automatically if a matching entry can be found, thus allowing receiving parties to verify its origin much more quickly and efficiently than can be accomplished currently.

Belgium was the first European jurisdiction to implement one of the two components of the e-APP and continues actively to work towards implementation of the second component, namely, the issuance of e-Apostilles. In the meantime, Colombia started to produce its Apostilles in a way that is very close to the model suggested under the e-APP. As a result, the Colombian Competent Authority is now generating and signing all its Apostilles digitally, before recording them in its e-Register. The applicant is issued a printout of the e-Apostille. In addition to the standard items of an Apostille, the Colombian Apostille Certificate includes all the necessary information relating to the digital signature of the Competent Authority. The

l'Autorité compétente. La signature numérique a été délivrée par une Autorité de certification fiable et peut être vérifiée indépendamment. Si la procédure décrite plus haut ne s'applique qu'aux documents publics soumis sous forme imprimée, l'Autorité compétente colombienne prévoit de délivrer ultérieurement des apostilles électroniques pour les documents publics électroniques. Délivrant plus de 3 000 apostilles par jour, la Colombie est l'un des plus gros producteurs au monde. La mise en œuvre de l'e-APP dans ce pays est donc un important pas en avant pour son déploiement international.

En mai 2007, le site Internet officiel de l'e-APP (< www.e-APP.info >) a été mis en service avec la coopération de la NNA.

c Participation à des séminaires et réunions d'experts

42

Le Bureau Permanent a participé au troisième forum international sur les preuves numériques à Los Angeles, Californie, du 30 mai au 2 juin 2007. Ce forum est en fait le prolongement des deux premiers forums sur l'apostille et la notarisation électroniques. Chaque année, le Bureau Permanent, qui joue un rôle actif dans ces forums, encourage particulièrement les Autorités compétentes désignées en vertu de la Convention Apostille à prendre part à cet événement important afin de permettre des échanges fructueux d'expérience et d'informations autour de l'application de cette Convention.

Convention Notification (1965)¹⁴

a Manuel pratique sur la Convention Notification

En 2006, le Bureau Permanent a publié une édition entièrement remaniée et enrichie du Manuel pratique sur le fonctionnement de la Convention Notification. Cette publication, accompagnée d'un livre électronique (livrel) d'utilisation aisée qui permet des recherches par mot clé, fournit des explications approfondies sur le fonctionnement général de la Convention et des commentaires autorisés sur les questions les plus importantes qui se sont posées dans la pratique au cours des quarante dernières années. L'espace « Notification » du site Internet de la Conférence de La Haye propose aussi de nombreuses informations pratiques sur la notification dans les États parties à la Convention. Après le séminaire de Saint-Pétersbourg (v. ci-dessous), le Manuel pratique a été traduit en russe. Des éditions chinoise (deux versions) et portugaise sont en préparation. Des traductions en espagnol, ukrainien et roumain sont, en outre, à l'étude.

b Participation à des séminaires et réunions d'experts

Le séminaire qui s'est tenu les 30 et 31 janvier 2007 à Saint-Pétersbourg a constitué l'un des événements phares de l'année pour la Convention de 1965. Ce séminaire, s'inscrivant dans le prolongement d'un premier séminaire organisé à Moscou les 4 et 5 octobre 2005, a été organisé par le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé et les gouvernements canadien et finlandais. Les conclusions ont notamment mis en lumière :

- « le délai d'exécution des demandes de notification en Russie a été sensiblement raccourci ;
- au lieu de rejeter immédiatement les demandes pour informations incomplètes, l'Autorité centrale a, de plus en plus, pris l'initiative de remédier aux insuffisances dans l'intérêt d'une notification rapide ;

14

Convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale.

digital signature is issued by a trusted Certificate Authority and can be verified independently. While the process described above currently applies to public documents submitted in paper form only, the Colombian Competent Authority plans to issue e-Apostilles for electronic public documents in the future. Colombia is one of the largest producers of Apostilles in the world, issuing more than 3,000 per day. Colombia's implementation of the e-APP is therefore a significant step forward for implementation of the e-APP internationally.

In May 2007, the official website on the e-APP (<www.e-APP.info>) was launched in co-operation with the NNA.

c *Participation in seminars and expert meetings*

The Permanent Bureau attended the Third International Forum on Digital Evidence in Los Angeles, California from 30 May to 2 June 2007. This Forum is in fact a continuation of the first two Forums on e-Apostilles and e-Notarisation. Every year the Permanent Bureau, which has an active role in these Forums, encourages in particular the competent authorities designated under the Apostille Convention to take part in this important event, in order to enable a fruitful exchange of experiences and information regarding the application of this Convention.

43

Hague Service Convention (1965)¹⁴

a *Practical Handbook on the Service Convention*

In 2006, the Permanent Bureau published an entirely revised and enhanced edition of the Practical Handbook on the operation of the Hague Service Convention. This publication, accompanied by an electronic book (e-book) which is easy to use and permits keyword searches, provides in-depth explanations on the general operation of the Convention as well as authorised comments on the main issues raised by practice over the last 40 years. The "Service Section" of the website of the Hague Conference also offers a wide variety of practical information relating to service in the States Parties to the Convention. Following the Saint Petersburg Seminar (see below), the Practical Handbook was also made available in Russian. Furthermore, editions of the Handbook in Chinese (two versions) and Portuguese are in preparation; the possibility of publishing editions of the Handbook in Spanish, Ukrainian and Romanian is also being examined.

b *Participation in seminars and expert meetings*

A major event concerning the 1965 Convention was the seminar held on 30 and 31 January 2007 in Saint Petersburg. This seminar, a follow-up to an initial seminar convened in Moscow on 4 and 5 October 2005, was jointly organised by the Permanent Bureau of the Hague Conference and the Canadian and Finnish Governments. Among the conclusions of the seminar it was noted:

- "that the length of time to execute requests for service in Russia had been sensibly reduced;
- that rather than rejecting requests outright due to the absence of complete information, the Central Authority had increasingly taken the initiative to remedy deficiencies in the interest of expedited service;

14

Hague Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters.

- des progrès ont également été accomplis en matière de coopération entre les divers fonctionnaires chargés de la mise en œuvre de la Convention Notification en Fédération de Russie, en particulier en ce qui concerne le suivi des demandes ;
- il semble que la Convention fasse l'objet d'interprétations autonomes qui tiennent compte de la pratique internationale et des conclusions et recommandations des réunions de la Commission spéciale de la Conférence de La Haye et ;
- la notion de "matière civile ou commerciale" n'a suscité aucune difficulté particulière. »

Convention Obtention des preuves (1970)¹⁵

Le Bureau Permanent a engagé des travaux relatifs à une nouvelle édition d'un Manuel pratique sur le fonctionnement de la Convention Obtention des preuves qui facilitera son application. Ce manuel sera publié courant 2009.

44

Convention Élection de for (2005)¹⁶

La Convention Élection de for vise à apporter certitude et prévisibilité juridiques au regard des accords d'élection de for dans les relations entre professionnels. L'objectif est que cette Convention devienne pour les accords d'élection de for (clauses d'élection de for) et les décisions des juridictions ordinaires qui en résultent, ce que la *Convention de 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères* (New York) est aux accords d'arbitrage et aux sentences qui en découlent.

En septembre 2007, le Mexique a été le premier État à déposer son instrument d'adhésion à la Convention. Il suffira d'une autre ratification ou adhésion pour que la Convention, qui est ouverte à tous les États, entre en vigueur. Lors de la réunion d'avril 2007 du Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence, plusieurs Membres ont déclaré étudier la possibilité de signer ou de ratifier la Convention ou d'adhérer à celle-ci.

a Rapport explicatif

En mai 2007, le Rapport explicatif sur la Convention Élection de for, établi par Masato Dogauchi et Trevor Hartley, a été publié et mis en ligne sur le site de la Conférence. Le Rapport est organisé en trois parties : suivant l'avant-propos, la partie « Aperçu » explique la structure de la Convention et met l'accent sur la fonction des diverses dispositions et sur les liens qu'elles entretiennent. La troisième partie, « Commentaire article par article », analyse un à un chaque article afin de clarifier sa portée. Le Rapport explicatif est un outil important pour les États désireux d'évaluer les implications de la signature et de la ratification de la Convention ou de l'adhésion à celle-ci. Il contient aussi des informations utiles pour la mise en œuvre et l'application de la Convention, y compris pour son interprétation par les juridictions nationales. Le Rapport sera inséré dans un volume relié des *Actes et documents de la Vingtième session de la Conférence de La Haye*.

b Actes et documents de la Vingtième session

Les travaux relatifs à la publication des *Actes et documents* contenant les études scientifiques préparatoires, les travaux des réunions préparatoires de la Commission spéciale et les négociations finales de la Vingtième session se sont poursuivis en 2007. Le volume relié des *Actes et documents* et de l'ensemble des travaux préparatoires concernant la Convention devrait être publié en 2008.

¹⁵

Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale.

¹⁶

Convention de La Haye du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for.

- that there had also been progress in developing co-operation among the various officials responsible for implementation of the Hague Service Convention across the Russian Federation, particularly with respect to tracking and follow-up on progress of individual requests;
- that there were indications that the Convention is being interpreted in an autonomous way, taking into account existing international practice and the conclusions and recommendations of Hague Conference Special Commission meetings, and
- that the notion of ‘civil or commercial matter’ had not given rise to particular difficulties.”

Hague Evidence Convention (1970)¹⁵

Work started on a new edition of the Practical Handbook on the operation of the Evidence Convention that will contribute to facilitating application of the Convention. It is expected that the Permanent Bureau will publish this Handbook in the course of 2009.

45

Hague Choice of Court Convention (2005)¹⁶

The Choice of Court Convention is intended to provide legal certainty and predictability in relation to choice of court agreements in business-to-business cases. It is hoped that this Convention will do for choice of court agreements (forum selection clauses) and the resulting ordinary court judgments what the United Nations *Convention of 1958 on the Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards* (New York) does for arbitration agreements and the resulting awards.

In September 2007 Mexico was the first State to deposit its instrument of accession to the Convention. One more ratification or accession will suffice to bring the Convention, which is open to all States, into force. During the April 2007 meeting of the Council on General Affairs and Policy of the Conference, several Members declared that they were studying the possibility of signing, ratifying or acceding to the Convention.

a Explanatory Report

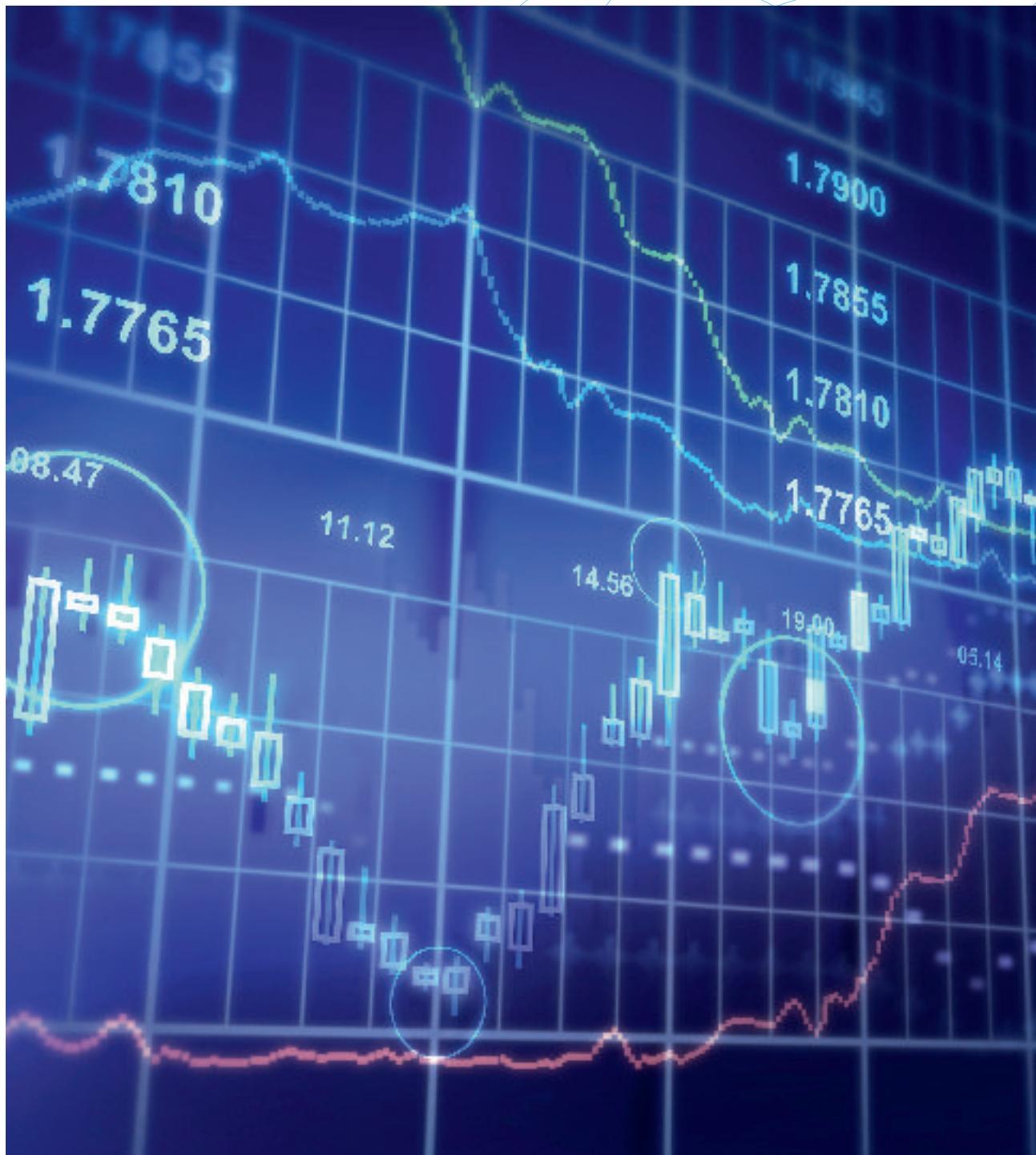
In May 2007 the Explanatory Report on the Choice of Court Convention, drawn up by Masato Dogauchi and Trevor Hartley, was released and made available on the website of the Hague Conference. The Report is divided into three parts. Following Part I (Preface), Part II (Overview) explains the structure of the 2005 Convention. The emphasis is on the function of the different provisions and how they relate to one another. Part III (Article-by-Article Commentary) analyses each individual article in order to clarify its meaning. The Report is an important tool for States assessing signature and ratification of, or accession to, the Convention. It also contains useful information for implementation and application of the Convention, including its interpretation by national courts. The Report will be included in a bound volume in the series of the *Proceedings of the Twentieth Session of the Hague Conference*.

b Proceedings of the Twentieth Session

Work on the publication of the *Proceedings* containing the preparatory scientific studies, the work of the preparatory Special Commission meetings and of the final negotiations during the Twentieth Session continued in 2007. It is hoped that the volume of the *Proceedings* with the complete *travaux préparatoires* concerning the 2005 Convention will be published in 2008.

¹⁵ Hague Convention of 18 March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters.

¹⁶ Hague Convention of 30 June 2005 on Choice of Court Agreements.



Services post-conventionnels |
Droit commercial et financier international

Post-Convention services |
**International Commercial and
Financial Law**

Convention Accidents de la circulation routière (1971)¹⁷

L'un des grands objectifs de la Convention Accidents de la circulation routière est d'établir des règles claires, précises et aisément applicables pour déterminer la loi qui s'applique aux accidents de la circulation. Ces règles claires servent les intérêts de toutes les parties concernées, en particulier ceux de la victime. Il est en effet très important pour elle de savoir avec certitude, immédiatement après l'accident, quelle loi s'applique aux questions de responsabilité et de dommages et intérêts, de façon à ce qu'elles ne donnent plus lieu à des contentieux (prolongés). Cette clarté est aussi dans l'intérêt des assureurs puisqu'elle permet d'éviter des frais de justice, fait baisser le coût des primes d'assurance et répond ainsi à l'intérêt général.

48

La Convention Accidents de la circulation routière a prouvé son utilité depuis son entrée en vigueur le 3 juin 1975 et a continué de rallier de nouveaux États parties. Le 31 décembre 2007, elle comptait 19 États contractants. La Convention a également exercé une influence en servant de loi type dans plusieurs États comme la Tunisie et des États du Mercosur tels l'Argentine.

Après la publication, le 11 juillet 2007, du Règlement (CE) No 864/2007 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (« Rome II »), le Bureau Permanent a été invité à exposer les grandes caractéristiques de la Convention lors de la huitième édition annuelle des Journées européennes du droit de la circulation routière à Luxembourg, en octobre 2007. Il a été souligné que la plupart des accidents de la circulation routière internationale, probablement plus de 99 %, trouvaient un règlement extrajudiciaire, principalement par le biais des assureurs, souvent dans le cadre d'arrangements internationaux.

Convention Responsabilité du fait des produits (1973)¹⁸

La Convention Responsabilité du fait des produits, dont la structure suit celle de la Convention Accidents de la circulation routière, apporte elle aussi un niveau élevé de prévisibilité concernant la loi applicable aux affaires de responsabilité des fabricants, producteurs ou fournisseurs, pour toutes sortes de dommages causés par un produit. Ces règles claires servent les intérêts de toutes les parties concernées, en particulier ceux de la victime.

L'adoption, en 2007, du Règlement Rome II susmentionné a également un impact sur la Convention Responsabilité du fait des produits car il contient une règle spéciale la concernant. Il conviendra d'étudier et d'examiner plus avant les liens entre le Règlement et la Convention de La Haye.

Convention Trust (1985)¹⁹

La Convention Trust unifie les règles de conflit de lois applicables aux trusts constitués conformément au droit des systèmes juridiques (principalement de tradition de *common law*), qui connaissent le trust, et permet leur reconnaissance ; son objet n'est pas d'introduire le dispositif du trust dans les systèmes de tradition continentale (droit civil), où il est généralement inconnu.

En 2007, deux nouveaux États contractants ont rejoint la Convention : la Suisse et Monaco ont déposé leur instrument de ratification et d'adhésion. La Convention est entrée en vigueur pour la Suisse le premier juillet 2007. L'adhésion de Monaco prendra effet le premier septembre 2008.

¹⁷ Convention de La Haye du 4 mai 1971 sur la loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière.

¹⁸ Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits.

¹⁹ Convention de La Haye du 1er juillet 1985 relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance.

Hague Traffic Accidents Convention (1971)¹⁷

The Traffic Accidents Convention features among its primary objectives the provision of clear, precise and easily applicable rules to determine what law applies to traffic accidents. These clear rules serve the interests of all the parties involved, and those of the victim in particular. The victim has a critical interest in knowing with certainty, immediately after an accident, what law applies to the issues of liability and damage, so that these do not become the subject of (protracted) litigation. This is also in the interest of insurers who are thus able to avoid judicial costs. This, in turn, results in lower insurance premiums, which is in the general interest of everyone.

The Traffic Accidents Convention has proven its utility since it came into force on 3 June 1975 and has continued to attract new States Parties. On 31 December 2007 there were 19 Contracting States. Moreover, the Convention has had an impact as a model law in several States such as Tunisia and in some Mercosur States, for example Argentina.

49

Following the publication on 11 July 2007 of Regulation (EC) No 864/2007 of the European Parliament and of the Council on the law applicable to non-contractual obligations ("Rome II"), the Permanent Bureau was invited to explain the main features of the 1971 Convention at the Eighth Annual European Traffic Law Days in Luxembourg in October 2007. It was stressed that most international traffic accidents, probably more than 99%, were dealt with outside the court system, mainly through the activity of insurers, and often through agreed international arrangements.

Hague Products Liability Convention (1973)¹⁸

The Products Liability Convention, the structure of which follows that of the Traffic Accidents Convention, also provides a high degree of predictability of the applicable law in cases of liability of manufacturers, producers or suppliers, for all sorts of damage caused by a product. These clear rules serve the interests of all the parties involved, and those of the victim in particular.

The adoption in 2007 of the Rome II Regulation mentioned above also had an impact on the Products Liability Convention since it contains a special rule on product liability. The relationship between the Regulation and the Hague Convention will need to be further studied and discussed.

Hague Trusts Convention (1985)¹⁹

The Trusts Convention unifies the conflict of law rules for, and provides recognition of, trusts established in accordance with the laws of legal systems that provide for them (mostly of the common law tradition); it is not aimed at introducing the trust device into systems of continental (civil law) traditions where this device is generally unknown.

During 2007 the Convention attracted two new Contracting States: Switzerland and Monaco deposited their instruments of ratification and accession. The Convention came into force for Switzerland on 1 July 2007; Monaco's accession will become effective on 1 September 2008.

¹⁷ Hague Convention of 4 May 1971 on the Law Applicable to Traffic Accidents.

¹⁸ Hague Convention of 2 October 1973 on the Law Applicable to Products Liability.

¹⁹ Hague Convention of 1 July 1985 on the Law Applicable to Trusts and on their Recognition.

Convention Titres (2006)²⁰

En 2007, le Bureau Permanent a poursuivi ses efforts pour promouvoir la Convention Titres. La Convention Titres est destinée à conférer certitude et prévisibilité juridiques aux transactions transfrontières dont le montant journalier dépasse 2 milliards d'USD. À cette fin, elle instaure des règles de conflit de lois claires et pratiques pour les questions de droit commercial les plus importantes touchant aux titres intermédiaires, c'est-à-dire les titres qui sont crédités sur un compte ouvert auprès d'un courtier, d'une banque, d'une chambre de compensation ou d'un autre intermédiaire.

Lors de la réunion du Conseil sur les affaires générales et la politique, les États-Unis d'Amérique et la Suisse, qui ont tous deux signé la Convention le 7 juillet 2006, ont exposé l'état d'avancement de leur procédure de ratification de la Convention. Plusieurs États ont également indiqué prendre les mesures nécessaires en vue de devenir parties à la Convention. La Communauté européenne a engagé des consultations autour d'une éventuelle signature et ratification collective de la Convention. Trois ratifications ou adhésions suffiront pour que la Convention, qui est ouverte à tous les États, entre en vigueur.

50

a Actes et documents de la Dix-neuvième session

Le tome II des *Actes et documents de la Dix-neuvième session*, consacré à la Convention Titres, a été publié en mai 2007. Outre la genèse complète de la Convention, il réunit tous les documents préliminaires préparés lors des négociations de la Convention, les procès-verbaux de la Session diplomatique et le Rapport explicatif. Ce dernier, qui a également bénéficié de la précieuse contribution d'experts extérieurs et de commentaires des États membres, offre une analyse approfondie de l'objet très technique de la Convention.

b Participation à des séminaires et réunions d'experts

En 2007, le Bureau Permanent a pris part à plusieurs séminaires organisés en Australie, en Colombie, en Fédération de Russie, au Pérou et au Portugal, destinés à promouvoir la Convention Titres de 2006 et à encourager la signature et la ratification de cet instrument, ou l'adhésion à celui-ci.

20

Convention de La Haye du 5 juillet 2006 sur la loi applicable à certains droits sur des titres détenus auprès d'un intermédiaire.

Hague Securities Convention (2006)²⁰

During 2007 the Permanent Bureau continued to promote the Securities Convention. The Securities Convention is designed to provide legal certainty and predictability to cross-border transactions worth more than USD 2,000 million per day. It does so by providing clear and practical conflict of law rules for the most important commercial law issues affecting intermediated securities, *i.e.*, securities that are credited to an account with a broker, bank, clearing agency or other intermediary.

The United States of America and Switzerland, having both signed the Convention on 7 July 2006, reported at the meeting of the 2007 Council on General Affairs and Policy of the Conference on their progress towards ratification of the Convention. Several States also indicated that they were undertaking the necessary steps towards becoming Parties to the Convention. The European Community started consultations regarding a possible collective signing and ratification. Three ratifications or accessions will suffice to bring the Convention, which is open to all States, into force.

51

a Proceedings of the Nineteenth Session

The volume of the *Proceedings of the Nineteenth Session*, Tome II, devoted to the Securities Convention was published in May 2007. Besides the full history of the Convention, this Tome includes all the preliminary documents prepared during the negotiations of the Convention, the Minutes of the Diplomatic Session as well as the Explanatory Report. The Report, which also benefited from invaluable input by outside experts and comments from Member States, provides a comprehensive analysis on the very technical subject matter of the Convention.

b Participation in seminars and expert meetings

In the course of 2007, the Permanent Bureau took part in several seminars to promote and encourage the signature and ratification of or accession to the 2006 Securities Convention, in Australia, Colombia, Peru, Portugal and the Russian Federation.

20

Hague Convention of 5 July 2006 on the Law Applicable to Certain Rights in Respect of Securities held with an Intermediary.





Services post-conventionnels |
Développements régionaux /
Centre international d'études judiciaires
et d'assistance technique

Post-Convention services |
Regional developments/
International Centre for Judicial Studies
and Technical Assistance

Développements régionaux

Au cours de la dernière décennie, le Bureau Permanent a continué à développer ses activités dans le domaine de la promotion, de l'information et de la formation autour des Conventions de La Haye à l'échelle mondiale, régionale et nationale, en étroite concertation avec les Membres de la Conférence de La Haye, les États parties aux Conventions et ceux qui ont manifesté l'intention de devenir Membres de la Conférence ou Parties à une ou plusieurs de ses Conventions. Depuis quelques années, le Bureau Permanent oriente ses efforts et ses actions sur les régions, en particulier l'Amérique latine, l'Afrique et la région Asie-Pacifique, sur les États dont le système juridique repose sur la Charia ou est influencé par celle-ci et aussi, plus récemment, sur les États de la Communauté des États indépendants.

54

Ces développements régionaux sont positifs à plusieurs titres. Ils encouragent les échanges et la coopération entre les États qui ont des liens culturels et linguistiques particuliers. Ils drainent des États vers des Conventions qu'ils ne connaissaient pas auparavant. D'autres États extérieurs à la région bénéficient de ces développements grâce à l'élaboration de bonnes pratiques et à l'interprétation uniforme des Conventions, contribuant ainsi, de façon plus générale, à leur bon fonctionnement. Enfin, ils permettent de réfléchir aux moyens d'adapter les Conventions aux environnements juridiques propres aux États d'une région.

I Amériques

Le Programme spécial pour les États d'Amérique latine, dont l'objet est de promouvoir les Conventions et de former à ces instruments, vient d'arriver au terme de sa troisième année. Les États qui y ont participé jusqu'ici sont l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, la République dominicaine, l'Équateur, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela, ainsi que le Canada, l'Espagne et les États-Unis d'Amérique.

Engagé début 2005, ce Programme a initialement axé ses efforts (première phase, avril 2005 – juin 2006) sur l'apport aux États d'Amérique latine d'une assistance technique pour la mise en œuvre de trois Conventions de La Haye relatives aux enfants, à savoir les Conventions Enlèvement d'enfants, Adoption internationale et Protection des enfants. Cette assistance technique a été apportée sous forme de rencontres avec les Autorités centrales et de séminaires judiciaires nationaux et internationaux en concertation avec le gouvernement de chaque État.

Dans la deuxième phase du Programme (juillet 2006 – juin 2007), les efforts ont davantage porté sur les Conventions de La Haye relatives à l'entraide administrative et judiciaire, notamment les Conventions Notification, Obtention des preuves et Accès à la justice.

Dans la troisième phase (juillet 2007 – juin 2008), l'assistance a porté sur les Conventions de La Haye relatives aux enfants en privilégiant : (i) la mise en œuvre de certaines Conclusions et Recommandations de la Cinquième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention de La Haye de 1980 et la mise en œuvre de la Convention de La Haye de 1996, et de la Réunion interaméricaine d'experts sur l'enlèvement international d'enfants, qui se sont toutes deux tenues en novembre 2006 à La Haye ; (ii) la mise en œuvre de certaines Conclusions et Recommandations de la Deuxième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention de 1993 qui a eu lieu en septembre 2005, et l'assistance au Guatemala, dans le cadre du Programme d'assistance technique en matière d'adoption internationale et, (iii) la poursuite des actions pour promouvoir la nouvelle Convention Recouvrement des aliments dans cette région et encourager sa participation aux

Regional developments

Over the past decade the Permanent Bureau has continued to develop its activities in the fields of promotion, education and training in respect of Hague Conventions, at the global, regional and national levels, in close consultation and co-operation with Hague Conference Members, with States Parties to Hague Conventions and with those States that expressed the intention to become a Member of the Conference or Party to one or more of its Conventions. In recent years the Permanent Bureau has begun to focus efforts and initiatives at the regional level, in particular in Latin America, in Africa, in the Asia-Pacific region, as well as among States with legal systems based upon or influenced by Shariah law and, more recently, also among States Parties from the Commonwealth of Independent States.

These regional developments bring several dividends. They promote closer networking and co-operation among States with special cultural and linguistic ties. They bring into the Hague Conventions more States formerly unfamiliar with them. They benefit other States outside the region through the development of good practices and consistent interpretation, and thus contribute in a more general way to the successful operation of the Conventions. They allow consideration to be given to ways of adapting the Conventions to the particular legal environments shared by States in a region.

55

I The Americas

The Special Programme for Latin American States for the promotion and training in respect of Hague Conventions has completed its third year. States that have been involved so far include Argentina, Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, Costa Rica, Cuba, the Dominican Republic, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru, Uruguay, and Venezuela, as well as Canada, Spain and the United States of America.

The Special Programme, initiated in early 2005, began by concentrating efforts in Phase I (April 2005 – June 2006) on providing technical assistance to States in Latin America in implementation of three Hague Children's Conventions, *i.e.*, on International Child Abduction, Intercountry Adoption and Protection of Children. This technical assistance was provided through visits to Central Authorities and by convening national and international judicial seminars in consultation and co-operation with the national governments of each State.

Phase II of the Special Programme (July 2006 – June 2007) saw an increased focus on all Hague Judicial and Administrative Co-operative Conventions, including the Service, Evidence and Access to Justice Conventions.

Phase III (July 2007 – June 2008) is providing support in respect of the Hague Children's Conventions with a special focus on: (i) implementation of some of the Conclusions and Recommendations of the Fifth Meeting of the Special Commission to review the operation of the 1980 Hague Convention and the practical implementation of the 1996 Hague Convention, and of the Inter-American Expert Meeting on International Child Abduction, both held in November 2006 in The Hague, including through a major follow-up meeting jointly convened by the Organization of American States, Inter-American Children's Institute and the Hague Conference in September 2007; (ii) implementation of some of the Conclusions and Recommendations of the Second Meeting of the Special Commission to review the practical operation of the 1993 Hague Convention, held in September 2005, as well as assistance under the ICATAP for Guatemala; and (iii) continuing to promote the interest and involvement of the region in the final stages of negotiations on the new Hague Child Support Convention. The

étapes finales des négociations. Le Programme a également encouragé et aidé les États à développer leurs procédures internes pour faciliter le fonctionnement des Conventions de La Haye consacrées à l'entraide administrative et judiciaire.

La réunion IIN-Conférence de La Haye de septembre 2007 a permis des avancées concrètes sur trois projets. Le premier concerne l'élaboration d'une loi-type sur les règles de procédure pour l'application des Conventions de La Haye sur l'enlèvement d'enfants et les Conventions latino-américaines sur le même thème. Lors de la conférence IIN-Conférence de La Haye de novembre 2006, les experts ont jugé souhaitable d'élaborer une loi type régionale sur la procédure qui faciliterait la mise en œuvre nationale des Conventions sur l'enlèvement d'enfants et leur application par les juges. Sous les auspices de l'IIN et de la Conférence de La Haye, une loi-type a été élaborée par un groupe d'experts d'Argentine, des États-Unis d'Amérique, du Mexique, du Panama, du Pérou et d'Uruguay, et présentée à la réunion interaméricaine d'experts de septembre 2007. Le projet définitif prévoit une procédure expéditive et autonome pour l'application des Conventions sur l'enlèvement d'enfants qui favorise la résolution des affaires par les tribunaux dans le délai de six semaines prévu et garantit ainsi la réalisation des objectifs de la Convention. Cette loi type devrait être utile aux États qui envisagent de voter des lois de procédure spécifiques pour l'application des Conventions.

Deuxièmement, lors de la première réunion interaméricaine d'experts de novembre 2006, les experts ont conclu que, puisque la Convention de La Haye de 1996 était insuffisamment connue dans la région, il était souhaitable de réaliser une analyse de la Convention du point de vue américain afin de mieux appréhender cet instrument et son impact possible sur les systèmes juridiques nationaux. Cette étude préliminaire a été réalisée par un groupe d'experts d'Argentine, du Brésil, d'El Salvador, d'Équateur et du Pérou. L'étude préliminaire a été soumise pour discussion à la deuxième réunion interaméricaine d'experts qui a conclu qu'IIN et la Conférence de La Haye devraient encourager les États à étudier la Convention de La Haye de 1996 et qu'il pourrait être suggéré que l'étude préliminaire serve de base à de telles études.

Troisièmement, le Réseau international de juges de La Haye s'est développé dans la région. Lors de la réunion interaméricaine d'experts de 2007, 14 juges experts représentant 13 États se sont rencontrés pour évoquer « les communications judiciaires directes et les juges de liaison » et ont unanimement convenu qu'il fallait encourager les communications judiciaires directes et les échanges. En 2007 le Réseau international de juges de La Haye comptait 24 juges de liaison formellement et informellement désignés.

La quatrième phase du programme (juillet 2008 – juin 2009) vise à continuer la promotion des Conventions en matière d'entraide judiciaire et administrative (Conventions Apostille, Notification, Obtention des preuves et Accès à la justice) et le travail d'information sur ces instruments ainsi qu'à poursuivre et développer les programmes d'assistance technique aux États d'Amérique latine.

2 Processus de Malte

En mars 2004, puis à nouveau en mars 2006, la Conférence de La Haye et le Gouvernement de Malte ont organisé une conférence judiciaire sur les questions transfrontières de droit de la famille impliquant certains États parties à la Convention de La Haye et des États de tradition islamique non parties à la Convention. Les pays et organisations qui ont participé jusqu'ici au Processus de Malte sont l'Algérie, l'Allemagne, l'Australie, la Belgique, le Canada, l'Egypte, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Indonésie, l'Italie, la Jordanie, le Liban,

Programme has also encouraged and assisted States in the development of internal procedures to assist in the effective operation of the Hague Judicial and Administrative Co-operation Conventions.

The joint IIN-Hague Conference Meeting in September 2007 achieved several concrete results in respect of three specific projects. The first concerned developing a model law on rules of procedure for application of the Hague and Latin American Child Abduction Conventions. During the IIN-Hague Conference Meeting of November 2006, experts had considered it advisable to develop a regional model law of procedure which could facilitate national implementation and application by judges of the Child Abduction Conventions. The Model Law was developed, under the joint auspices of the IIN and the Hague Conference, by a group of experts from Argentina, Mexico, Panama, Peru, the United States of America and Uruguay, and was presented to the September 2007 Inter-American Expert Meeting. The final draft sets out an autonomous, swift procedure for application of the Child Abduction Conventions, promoting the speedy resolution of cases by courts within the expected time of six weeks and therefore ensuring that the objectives of the Conventions are achieved. It is hoped that the Model Law will be useful for those States considering enacting specific procedural laws for the application of the Conventions.

57

Secondly, during the first IIN-Hague Conference Meeting in November 2006, it was concluded that, as there was insufficient knowledge of the 1996 Hague Convention in the region, it was advisable to develop a study of the Convention from the American perspective, so as to facilitate understanding of the instrument and its possible impact on national legal systems. This Preliminary Study was generated by a group of experts from Argentina, Brazil, Ecuador, El Salvador and Peru. It was presented for discussion at the Second Inter-American Meeting, during which it was concluded that the IIN and the Hague Conference should encourage States to study the 1996 Hague Convention, and that the Preliminary Study could be suggested as a basis for such studies.

Thirdly, progress was made in respect of regional development of the International Hague Network of Judges. At the 2007 Inter-American Expert Meeting, 14 expert Judges representing 13 jurisdictions met to discuss 'direct judicial communications and liaison judges', and they reached unanimous agreement in respect of the need to promote direct judicial communications and networking. The International Hague Network of Judges included in 2007 formal and informal nominations of 24 Liaison Judges.

Phase IV of the Special Programme (July 2008 – June 2009) intends to continue to promote and provide information in respect of the relevant Conventions on Judicial and Administrative Co-operation (the Apostille, Service, Evidence and Access to Justice Conventions), as well as to continue developing technical assistance programmes for Latin American States.

2 The Malta Process

In March 2004 and again in March 2006, the Hague Conference and the Government of Malta together organised a Judicial Conference on Cross-Frontier Family Law Issues involving certain Hague Convention States and certain non-Hague States from within the Islamic tradition: the Malta Process. The countries and organisations that to date have participated in the Malta Process include Algeria, Australia, Belgium, Canada, Egypt, France, Germany, Indonesia, Italy,

la Libye, la Malaisie, Malte, le Maroc, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Tunisie, la Turquie, la Communauté européenne (la Commission, le Parlement et le Conseil), le Service social international, le Centre international pour les enfants disparus et exploités et Reunite.

58

Les travaux préparatoires d'une troisième conférence de Malte, qui se déroulera en mars 2009, ont été engagés en 2007. Cette troisième conférence devrait favoriser la poursuite du dialogue entre les juges et les hauts fonctionnaires qui ont des responsabilités politiques dans les domaines à aborder, car elle associera un plus grand nombre d'États et organisations et s'efforcera de rechercher un socle juridique commun pour la coopération judiciaire. Elle continuera à cerner et à développer les éléments constitutifs d'une structure juridique qui apporterait une base ferme à la coopération judiciaire et offrirait aux parents un cadre international sûr dans lequel résoudre leurs différends. Ce processus comprendra l'étude des Conventions de La Haye pertinentes ainsi que des initiatives bilatérales et éventuellement régionales.

3 Afrique

Le Projet de La Haye pour l'Afrique réunit l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola, le Bénin, le Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, la République centrafricaine, le Congo, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Gabon, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, le Kenya, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, le Mali, le Maroc, Maurice, la Mauritanie, le Mozambique, la Namibie, le Niger, l'Ouganda, le Rwanda, le Sénégal, la Somalie, le Swaziland, la Tanzanie, le Tchad, le Togo, la Tunisie, la Zambie et le Zimbabwe.

Dans le cadre de ce projet, un séminaire judiciaire a été organisé à La Haye en août 2007 à l'intention de juges de l'Afrique ayant en partage l'usage du français dans le prolongement du séminaire de septembre 2006 à La Haye, qui avait principalement réuni des juges d'Afrique australe et orientale. Ces deux séminaires visaient à promouvoir les Conventions de La Haye et le travail de la Conférence. Ils ont été tous deux soutenus par le *Hague Forum for Judicial Expertise* et le second a également bénéficié de l'appui de l'Institut français des Pays-Bas et de l'Organisation Internationale de la francophonie (OIF).

La prochaine étape du projet sera, en 2009, une grande conférence régionale en Afrique du Sud organisée avec la Présidence de la République d'Afrique du Sud. Cette conférence s'appuiera sur les Conclusions et Recommandations du séminaire judiciaire de 2006. Ces Recommandations pointaient deux domaines dans lesquels le modèle de La Haye pourrait être utile aux pays d'Afrique dans la mise en œuvre pratique de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant : (i) la création d'Autorités centrales qui joueraient un rôle pivot dans la coopération interétatique pour la protection des enfants en situation transfrontière, y compris les affaires de traite et (ii) le développement de réseaux judiciaires, soutenus par une infrastructure juridique comprenant les Conventions de La Haye relatives aux enfants qui traitent de l'enlèvement international d'enfants, de l'adoption internationale, de la responsabilité parentale et des mesures de protection des enfants.

4 Région Asie-Pacifique

Du 27 au 29 juin 2007, des représentants de l'Australie, du Bangladesh, de Brunei Darussalam, du Cambodge, de la Chine, des îles Cook, de la République de Corée, de l'Inde, de l'Indonésie, du Japon, de la République démocratique populaire lao, de la Malaisie, du Myanmar, de la

Jordan, Lebanon, Libya, Malaysia, Malta, Morocco, the Netherlands, Portugal, Spain, Sweden, Tunisia, Turkey, the United Kingdom, the United States of America, the European Community (Commission, Parliament and Council), International Social Service, the International Centre for Missing and Exploited Children and Reunite.

During 2007 work began on preparations for a third Conference in the Malta series that will take place in March 2009. This third Malta Conference will be well placed to advance the dialogue among judges and senior governmental experts having policy responsibilities in the areas to be discussed, both by involving a wider range of States and organisations as well as promoting the search for a shared legal basis for judicial co-operation. It will continue to identify and elaborate the building blocks for developing a legal structure that will provide a firm basis for judicial co-operation, and that will provide parents with a secure international framework within which to resolve their differences. This will include consideration of relevant Hague Conventions, as well as bilateral and possible regional initiatives.

59

3 Africa

The Hague Project for Africa involves the following countries: Algeria, Angola, Benin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroon, Central African Republic, Chad, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypt, Equatorial Guinea, Eritrea, Ethiopia, Gabon, Guinea, Guinea-Bissau, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritania, Mauritius, Morocco, Mozambique, Namibia, Niger, Rwanda, Senegal, Somalia, South Africa, Swaziland, Tanzania, Togo, Tunisia, Uganda, Zambia and Zimbabwe.

A judicial seminar under the auspices of the Hague Project for Africa was held in The Hague in August 2007 for judges from French-speaking Africa, as a follow-up to the seminar involving principally judges from Southern and Eastern Africa, held in The Hague in September 2006. Both seminars were intended to promote the Hague Conventions and the work of the Hague Conference, and were supported by The Hague Forum for Judicial Expertise. The 2007 seminar also received support from the *Institut français des Pays-Bas* and the *Organisation Internationale de la Francophonie* (OIF).

The next stage of the Hague Project involves the convening in 2009 of a major regional conference, in co-operation with the Presidency of the Republic of South Africa and to be hosted by that country. The 2009 Conference will build on the Conclusions and Recommendations of the Judicial Seminar of 2006. These Recommendations identified two areas in which the Hague model would be useful for African countries in the practical implementation of the United Nations Convention on the Rights of the Child and the African Charter on the Rights and Welfare of the Child: (i) the development of Central Authority structures to play a key role in inter-governmental co-operation for the protection of children in cross-border situations, including cases of trafficking, as well as (ii) the development of judicial networks, supported by a legal infrastructure which includes the Hague Children's Conventions addressing international child abduction, intercountry adoption, and parental responsibility and measures for the protection of children.

4 The Asia-Pacific region

From 27 to 29 June 2007, representatives from Australia, Bangladesh, Brunei Darussalam, Cambodia, China, Cook Islands, India, Indonesia, Japan, Republic of Korea, Lao People's Democratic Republic, Malaysia, Myanmar, New Zealand, Pakistan, Papua New Guinea,

Nouvelle-Zélande, du Pakistan, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Philippines, de Samoa, de Singapour, du Sri Lanka, de la Thaïlande, de Tonga et du Viet Nam et des membres du Bureau Permanent de la Conférence de La Haye se sont réunis à Sydney (Australie) pour évoquer le fonctionnement et la mise en œuvre, dans la région Asie-Pacifique, des Conventions de La Haye consacrées à la protection des enfants et à l'entraide judiciaire. Parmi les représentants figuraient des juges, des hauts fonctionnaires, des universitaires, des personnes intéressées et des représentants d'organisations non gouvernementales. À cette occasion, les Conventions suivantes ont été abordées : Enlèvement d'enfants, Protection internationale des enfants, Adoption internationale, Recouvrement des aliments, Apostille, Notification, Obtention des preuves et Élection de for.

60

La réunion régionale a prolongé les travaux engagés en 2005 par le Gouvernement malaisien lors de sa conférence intitulée « *An introduction to the Hague Conventions : Seminar on Fostering the Rule of Law in Cross-Border / Transnational Civil and Commercial Relations in the Asia-Pacific* », qui s'est tenue du 22 au 24 août 2005 à Kota Kinabalu, Sabah (Malaisie).

Les participants ont conclu que les États de la région continueraient à coopérer dans les domaines de la protection des enfants et de la coopération juridique, principalement par le biais des Conventions de La Haye. Ils ont aussi souligné l'importance, pour la mise en œuvre et le fonctionnement efficaces des instruments internationaux tels que les Conventions, d'une coopération régionale progressive avec l'assistance de la Conférence de La Haye et des organisations régionales, et de la formation, en coopération avec les organes internationaux et régionaux concernés.

Les travaux préparatoires d'une troisième conférence organisée avec les autorités de la Région administrative spéciale de Hong Kong à l'intention des pays de la région Asie-Pacifique ont débuté en 2007. La troisième conférence Asie-Pacifique se tiendra à Hong Kong en septembre 2008.

5 Communauté des États indépendants

Le « Programme de La Haye pour la Communauté des États indépendants » vise à apporter une assistance à la mise en œuvre et au fonctionnement des Conventions consacrées à l'entraide administrative et judiciaire (Conventions Apostille, Notification, Obtention des preuves et Accès à la justice) aux États de la Communauté des États indépendants (CEI) parties à ces Conventions au moyen de missions d'évaluation et de séminaires de formation et d'information, en particulier en ce qui concerne les Conventions Notification et Obtention des preuves. La CEI fédère les États suivants : Arménie, Azerbaïjan, Bélarus, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldova, Ouzbékistan, Fédération de Russie, Tadjikistan et Ukraine.

En collaboration avec les Gouvernements du Canada et de Finlande, le Bureau Permanent a organisé un séminaire sur la Convention Notification, à Moscou, en octobre 2005, et un séminaire de suivi en janvier-février 2007 à Saint-Pétersbourg. Les travaux préparatoires d'un troisième séminaire en Russie ont été engagés en 2007 et s'est tenu à Ekaterinbourg en mai 2008, avec le soutien des Gouvernements du Canada et de la Finlande, et l'assistance de la Fédération de Russie.

Une assistance spécifique a été également apportée en décembre 2007 au Gouvernement de l'Ukraine concernant les Conventions Notification et Obtention des preuves.

Philippines, Samoa, Singapore, Sri Lanka, Thailand, Tonga and Viet Nam, and members of the Permanent Bureau of the Hague Conference met in Sydney, Australia, to discuss the operation and implementation, within the Asia-Pacific Region, of the Conventions of the Hague Conference in the areas of child protection and legal co-operation. Representatives included judges, senior government officials, academics, interested individuals, and representatives from non-governmental organisations. The Conventions discussed during the seminar included those on International Child Abduction, International Protection of Children, Intercountry Adoption, Child Support, Apostille, Service, Evidence and Choice of Court Agreements.

This regional meeting progressed the work begun in 2005 by the Malaysian Government at its conference entitled "*An introduction to the Hague Conventions: Seminar on Fostering the Rule of Law in Cross-Border / Transnational Civil and Commercial Relations in the Asia-Pacific*", held from 22 to 24 August 2005 in Kota Kinabalu, Sabah, Malaysia.

61

It was concluded that the States participating in the meeting would continue working to further international co-operation among States in the region, in the areas of child protection and legal co-operation, principally through the vehicles of the Hague Conventions. Progressive co-operation in the region with the assistance of the Hague Conference and regional organisations was stressed, as was the importance of training to secure the effective implementation and operation of international instruments, such as the Hague Conventions, in co-operation with the relevant international and regional bodies.

Preparations for a third regional conference jointly organised with the authorities of the Hong Kong Special Administrative Region involving countries in the Asia-Pacific region started in 2007. The third Asia-Pacific Conference will be held in Hong Kong in September 2008.

5 Commonwealth of Independent States

The "Hague Programme for the Commonwealth of Independent States" is designed to provide assistance in respect of the implementation and operation of the Judicial and Administrative Co-operation Conventions (Apostille, Service, Evidence and Access to Justice Conventions) to States Parties from the Commonwealth of Independent States (CIS), through both diagnostic missions and training / educational seminars, particularly in respect of the Hague Service and Evidence Conventions. CIS States include: Armenia, Azerbaijan, Belarus, Georgia, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Moldova, the Russian Federation, Tajikistan, Ukraine and Uzbekistan.

In co-operation with the Governments of Canada and Finland, the Permanent Bureau jointly organised a seminar on the Hague Service Convention in Moscow in October 2005, with a follow-up seminar in January / February 2007 in Saint Petersburg. Preparations were started in 2007 for a third seminar in Russia in the series, to be convened in Yekaterinburg in May 2008, with the support of the Canadian and Finnish Governments, and with assistance from the Russian Federation.

Specific assistance was also provided, in December 2007, to the Government of Ukraine in respect of the Service and Evidence Conventions.

Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique

Depuis dix ans, la Conférence de La Haye apporte une assistance à la mise en œuvre des Conventions, notamment par des missions d'évaluation, des conseils et des consultations, ainsi que des séminaires judiciaires, d'abord à l'échelle nationale, puis progressivement dans le cadre d'initiatives régionales. Ces développements jugés fructueux ont été généreusement financés par les États membres de la Conférence par des contributions volontaires au Budget supplémentaire.

62

La création du Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique, qui s'est installé au printemps 2007 dans les nouveaux locaux de l'Académie, dans l'enceinte du Palais de la Paix, mais qui fait partie intégrante du Bureau Permanent de la Conférence de La Haye, a donné une base plus sûre à ces initiatives. La première phase d'activité du Centre a été rendue possible par une subvention initiale du Gouvernement des Pays-Bas. De plus, son premier programme pilote spécifique à une Convention (Programme d'assistance technique en matière d'adoption internationale, ICATAP) a été lui aussi financé par le Gouvernement des Pays-Bas, puis par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement d'Australie. Le Centre permettra d'adopter une approche plus systématique de l'assistance à la mise en œuvre et de la formation.

Le Centre a pour mission d'apporter un appui administratif et logistique aux initiatives spécifiques à certaines Conventions (telles ICATAP et le Programme d'assistance en matière d'enlèvement international et de protection des enfants), régionales et d'une autre nature, engagées et développées par la Conférence de La Haye en concertation avec ses Membres, en particulier en ce qui concerne les Conventions relatives aux enfants et à l'entraide administrative et judiciaire.

ICATAP a été conçu pour apporter une assistance directe au Gouvernement de certains États qui envisagent de ratifier la Convention Adoption internationale de 1993 ou d'y adhérer, ou à ceux qui l'ont ratifiée ou y ont adhéré mais qui rencontrent des difficultés dans sa mise en œuvre. En 2007, dans le cadre d'ICATAP et sur demande des Gouvernements des pays concernés, une assistance technique très importante a été apportée au Guatemala, notamment en matière législative, et les premières mesures ont été prises pour mettre en place une assistance technique au Kenya.

Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a également reconnu ce besoin d'assistance technique du Guatemala et du Kenya²¹.

La seconde initiative propre à une Convention lancée fin 2007, est le Programme d'assistance en matière d'enlèvement international et de protection des enfants. Il s'adresse aux États qui s'apprêtent à mettre en œuvre la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 ou la Convention Protection des enfants de 1996.

²¹ Dans ses observations finales relatives au Guatemala, il déclare : « Le Comité suggère à l'État partie de solliciter d'urgence l'assistance technique de la Conférence de La Haye de droit international privé pour l'élaboration de sa législation et son application concrète. » Rapport sur la Quarante-cinquième session (21 mai – 8 juin 2007), CRC/C/OPSC/GTM/CO/1 du 6 juillet 2007, para. 28. Dans son Rapport sur la Quarante-quatrième session (15 janvier – 2 février 2007), CRC/C/44/3, para. 111 (d)), le Comité engage le Kenya « à (...) (c) Renforcer sa surveillance des adoptions internationales, en particulier en ratifiant et en appliquant la Convention No 33 de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale (1993) ; (d) Solliciter pour ce faire l'assistance technique de la Conférence de La Haye de droit international privé. » Le Kenya a ratifié la Convention de La Haye de 1993 en février 2007 et la Convention est entrée en vigueur pour cet État le 1er juin 2007.

International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance

For the past decade the Hague Conference has been providing implementation assistance, *inter alia* through diagnostic visits, advice and consultation, and judicial seminars, first on a country-by-country basis and gradually through regional initiatives. These developments have been viewed as successful and have been generously funded by Members of the Hague Conference through voluntary contributions to the Supplementary Budget.

The establishment of the International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance in the spring of 2007, located at the new Academy Building on the grounds of the Peace Palace, as an integral part of the Permanent Bureau of the Hague Conference, put these initiatives on a more secure footing. The first stage of the Centre's activities was made possible by an initial grant from the Government of the Netherlands. Its first Convention-specific pilot programme, ICATAP (the Intercountry Adoption Technical Assistance Programme), was also supported by the Government of the Netherlands, and subsequently by the Governments of the United States of America and Australia. The Centre will enable a more systematic approach to be taken to the provision of implementation assistance and training.

63

The Centre focuses on providing administrative and logistical support to Convention-specific activities (such as ICATAP and the International Child Abduction and Child Protection Assistance Programme), as well as to regional and other initiatives being undertaken and developed by the Hague Conference in consultation with its Members, in particular in respect of the Hague Children's Conventions and the Hague Judicial and Administrative Co-operation Conventions.

ICATAP was designed to provide assistance directly to the governments of certain States that are planning ratification of, or accession to, the 1993 Intercountry Adoption Convention, or that have ratified or acceded but are experiencing difficulties with the Convention's implementation. In 2007, under ICATAP, upon the requests of their respective Governments, extensive technical assistance, including legislative assistance, was provided to Guatemala while initial steps were taken to set up technical assistance for Kenya.

The need for technical assistance for Guatemala and Kenya has also been recognised by the United Nations Committee on the Rights of the Child.²¹

The second Convention-specific initiative launched at the end of 2007 is the International Child Abduction and Child Protection Assistance Programme. This Assistance Programme focuses on States in which the 1980 Child Abduction Convention and / or the 1996 Child Protection Convention are about to come into operation.

²¹

In its concluding observation regarding Guatemala it states: "The Committee suggests that the State party seek urgent technical assistance from the Hague Conference on Private International Law on the development of national legislations, as well as its practical application." Report on the Forty-fifth session (from 21 May – 8 June 2007), CRC/C/OPSC/GTM/CO/1 of 6 July 2007, para. 28. In its Report on the Forty-fourth session (from 15 January – 2 February 2007, CRC/C/44/3, para. III (d)), the Committee urges Kenya: "to (...) (c) Strengthen its monitoring of intercountry adoptions, in particular by ratifying and implementing the 1993 Hague Convention No. 33 on Protection of Children and Co-operation in Respect of Intercountry Adoption; (d) seek technical assistance from the Hague Conference on Private International Law for the above-mentioned purpose." Kenya ratified the 1993 Hague Convention in February 2007 and on 1 June 2007 the Convention entered into force for this State.



Annexes

Annexe A

Le Bureau Permanent au 31 décembre 2007

66

<i>Secrétaire général</i>	M. Hans VAN LOON
<i>Secrétaire général adjoint</i>	M. William DUNCAN
<i>Premiers secrétaires¹</i>	M. Christophe BERNASCONI M. Philippe LORTIE
<i>Collaboratrice juridique principale</i>	Mme Jennifer DEGELING
<i>Collaboratrice juridique senior</i>	Mme Marion ELY
<i>Attachée de direction auprès du Secrétaire général</i>	Mme Frederike STIKKELBROECK
<i>Collaboratrices juridiques</i>	Mme Mayela CELIS Mme Ivana RADIĆ Mme Sandrine ALEXANDRE Mme Juliane HIRSCH
<i>Collaborateur juridique de liaison pour l'Amérique latine</i>	M. Ignacio GOICOECHEA
<i>Coordinatrice du Programme Adoption</i>	Mme Laura MARTÍNEZ-MORA
<i>Responsable de l'administration</i>	Mme Céline CHATEAU
<i>Administratrice du site Internet</i>	Mme Gerda BOERMAN
<i>Comptable</i>	Mme Karin HIMPENS
<i>Assistantes administratives²</i>	Mme Laura MOLENAAR Mme Willy DE ZOETE (auprès du Secrétaire général adjoint) Mme Mathilde WASZINK-PRÉNAS Mme Sophie MOLINA (pour le Programme Adoption) Mme Christine BOSMAN DELZONS (auprès du Secrétaire général) Mme Helene GUERIN
<i>Correcteurs/Réviseurs</i>	Mme Sarah ADAM Mme Christelle GAVARD
<i>Assistante documentaliste³</i>	Mme Marie-Charlotte DARBAS
<i>Services généraux</i>	M. Willem VAN DER ENDT

¹ Mme Andrea Schulz a quitté le Bureau Permanent en 2007. Mme Marta Pertegás a été recrutée en 2007 et a été nommée Secrétaire à partir du premier février 2008.

² Mme Corinne Heinrich a quitté le Bureau Permanent en 2007.

³ M. Richard Lalleman a quitté le Bureau Permanent en 2007.

Annex A

67

The Permanent Bureau as per 31 December 2007

<i>Secretary General</i>	Mr Hans VAN LOON
<i>Deputy Secretary General</i>	Mr William DUNCAN
<i>First Secretaries¹</i>	Mr Christophe BERNASCONI Mr Philippe LORTIE
<i>Principal Legal Officer</i>	Ms Jennifer DEGELING
<i>Senior Legal Officer</i>	Ms Marion ELY
<i>Attaché to the Secretary General</i>	Ms Frederike STIKKELBROECK
<i>Legal Officers</i>	Ms Mayela CELIS Ms Ivana RADÍC Ms Sandrine ALEXANDRE Ms Juliane HIRSCH
<i>Liaison Legal Officer for Latin America</i>	Mr Ignacio GOICOECHEA
<i>Adoption Programme Co-ordinator</i>	Ms Laura MARTÍNEZ-MORA
<i>Senior Administrator</i>	Ms Céline CHATEAU
<i>Website Manager</i>	Ms Gerda BOERMAN
<i>Financial Officer</i>	Ms Karin HIMPENS
<i>Administrative Assistants²</i>	Ms Laura MOLENAAR Ms Willy DE ZOETE (to the Deputy Secretary General) Ms Mathilde WASZINK-PRÉNAS Ms Sophie MOLINA (for the Adoption Programme) Ms Christine BOSMAN DELZONS (to the Secretary General) Ms Helene GUERIN
<i>Revisers/Editors</i>	Ms Sarah ADAM Ms Christelle GAVARD
<i>Information Management Assistant³</i>	Ms Marie-Charlotte DARVAS
<i>General Service Officer</i>	Mr Willem VAN DER ENDT

¹ Ms Andrea Schulz left the Permanent Bureau in 2007. Ms Marta Pertegás was recruited in 2007 and was appointed as Secretary as of 1 February 2008.

² Ms Corinne Heinrich left the Permanent Bureau in 2007.

³ Mr Richard Lalleman left the Permanent Bureau in 2007.

Conférence de La Haye : faits et chiffres (31 décembre 2007)

Origine : 1893

Première session de la Conférence de La Haye (12-27 septembre 1893), présidée par M. T.M.C. Asser.

Statut : Organisation intergouvernementale

Organisation intergouvernementale permanente depuis le 31 octobre 1951 (Septième session, 9-31 octobre). Entrée en vigueur du Statut le 15 juillet 1955 ; entrée en vigueur du Statut modifié le premier janvier 2007.

États membres : 67

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Chypre, République de Corée, Croatie, Danemark, Égypte, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malte, Maroc, Mexique, Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Fédération de Russie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suriname, Suède, Suisse, République tchèque, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela.

68

Organisation membre : 1

Communauté européenne

Admissions en qualité de Membres : 4

Costa Rica (2002), Zambie (2004), Colombie (2006), Inde (2007)

États non membres parties à une ou plusieurs Conventions : 62

Andorre, Antigua-et-Barbuda, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Botswana, Brunei Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Colombie, îles Cook, Costa Rica, Cuba, Dominique, République dominicaine, El Salvador, Fidji, Grenade, Guatemala, Guinée, Honduras, îles Marshall, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Liban, Liberia, Liechtenstein, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mongolie, Namibie, Nicaragua, Niger, Niue, Ouzbékistan, Pakistan, Philippines, République de Moldova, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Siège, Saint-Vincent et les Grenadines, Samoa, São Tomé-et-Principe, Seychelles, Singapour, Swaziland, Thaïlande, Tonga, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Zimbabwe.

Conventions : 38

Structure : organes directeurs

Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence de La Haye (réunion annuelle au printemps)

Conseil des Représentants diplomatiques (réunion budgétaire annuelle en été)

Commission d'État néerlandaise de droit international privé (art. 4 et 5 du Statut)

Nombre d'Organes nationaux / Autorités (centrales ou autres) : 3 000+

Réseau mondial d'experts auprès de la Conférence de La Haye : 10 000+, y compris le Réseau international de juges de La Haye (24 membres)

Effectif du Bureau Permanent : 23,4 (équivalents temps plein financés sur le Budget régulier)

Budget : Budget régulier (Exercice du 1er juillet au 30 juin)

Exercice 2006-2007 : Budget régulier 2 860 116 EUR

Exercice 2007-2008 : Budget régulier 2 998 913 EUR

The Hague Conference: Facts and Figures (31 December 2007)

Origin: 1893

First Session of the Hague Conference (12-27 September 1893) with Mr T.M.C. Asser as President.

Status: Intergovernmental Organisation

A permanent intergovernmental organisation since 31 October 1951 (Seventh Session, 9-31 October). The Statute entered into force on 15 July 1955, the amended Statute on 1 January 2007.

Member States: 67

Albania, Argentina, Australia, Austria, Belarus, Belgium, Bosnia & Herzegovina, Brazil, Bulgaria, Canada, Chile, China, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Ecuador, Egypt, Estonia, Finland, France, Georgia, Germany, Greece, Hungary, Iceland, Ireland, Israel, Italy, Japan, Jordan, Republic of Korea, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Malaysia, Malta, Mexico, Monaco, Montenegro, Morocco, the Netherlands, New Zealand, Norway, Panama, Paraguay, Peru, Poland, Portugal, Romania, Russian Federation, Serbia, Slovakia, Slovenia, South Africa, Spain, Sri Lanka, Suriname, Sweden, Switzerland, The former Yugoslav Republic of Macedonia, Turkey, Ukraine, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, United States of America, Uruguay, Venezuela.

Member Organisation: 1

European Community

Admitted as Members: 4

Costa Rica (2002), Zambia (2004), Colombia (2006), India (2007)

Non-Member States that are Party to one or more Hague Conventions: 62

Andorra, Antigua and Barbuda, Armenia, Azerbaijan, Bahamas, Barbados, Belize, Bolivia, Botswana, Brunei Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodia, Colombia, Cook Islands, Costa Rica, Cuba, Dominica, Dominican Republic, El Salvador, Fiji, Grenada, Guatemala, Guinea, Holy See, Honduras, Kazakhstan, Kenya, Kuwait, Kyrgyzstan, Lebanon, Lesotho, Liberia, Liechtenstein, Madagascar, Malawi, Mali, Marshall Islands, Mauritius, Republic of Moldova, Mongolia, Namibia, Nicaragua, Niger, Niue, Pakistan, Philippines, St Kitts and Nevis, St Lucia, St Vincent & The Grenadines, Samoa, San Marino, Sao Tome and Principe, Seychelles, Singapore, Swaziland, Thailand, Tonga, Trinidad and Tobago, Turkmenistan, Uzbekistan, Zimbabwe.

Conventions: 38

Structure: Governing bodies

Council on General Affairs and Policy of the Hague Conference (annual meeting in spring)

Council of Diplomatic Representatives (annual budget meeting in summer)

Netherlands Standing Government Committee on Private International Law (Arts 4 and 5 of the Statute)

Number of National Organs / (Central and other) Authorities: 3,000+

World Wide Network of experts to the Hague Conference: 10,000+, including the International Hague Network of Judges (24 Members)

Staff of the Permanent Bureau: 23.4 (Full-Time Equivalent funded through the Regular Budget)

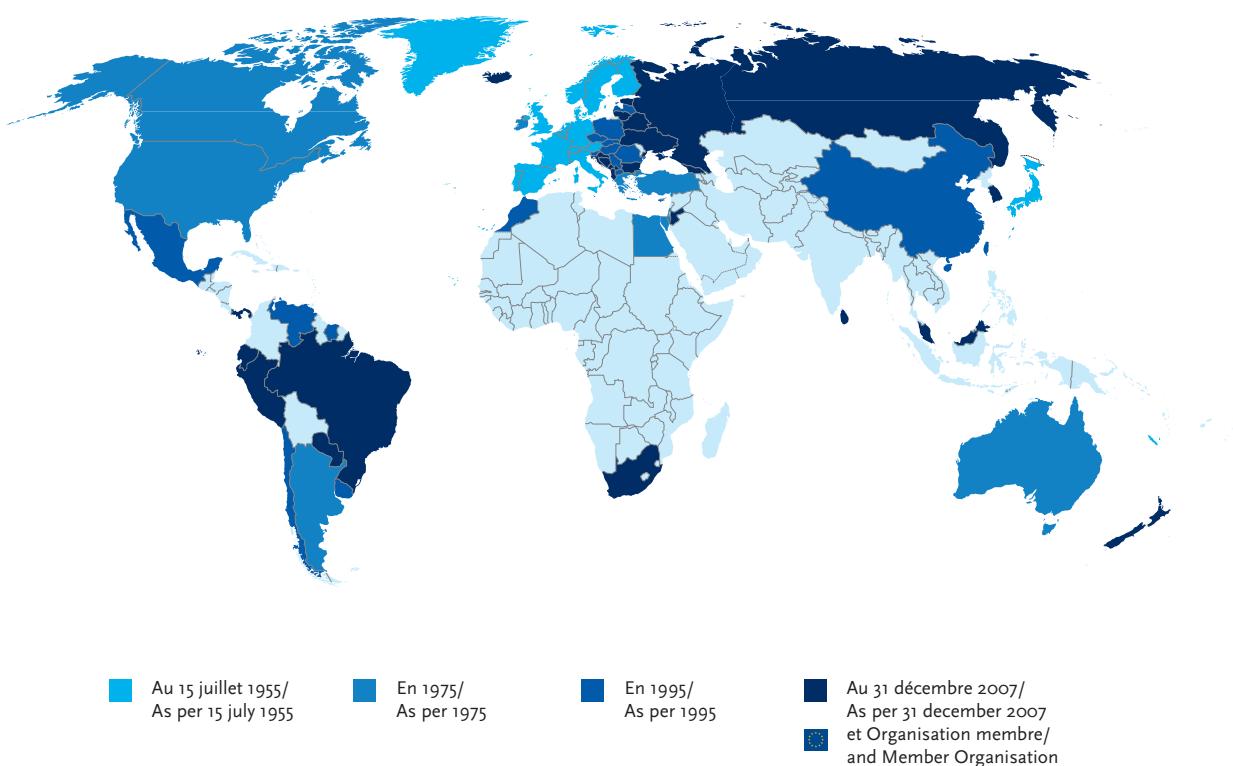
Budget: Regular Budget (FY 1 July – 30 June)

FY 2006-2007: Regular Budget EUR 2,860,116

FY 2007-2008: Regular Budget EUR 2,998,913

États membres/Member States

70



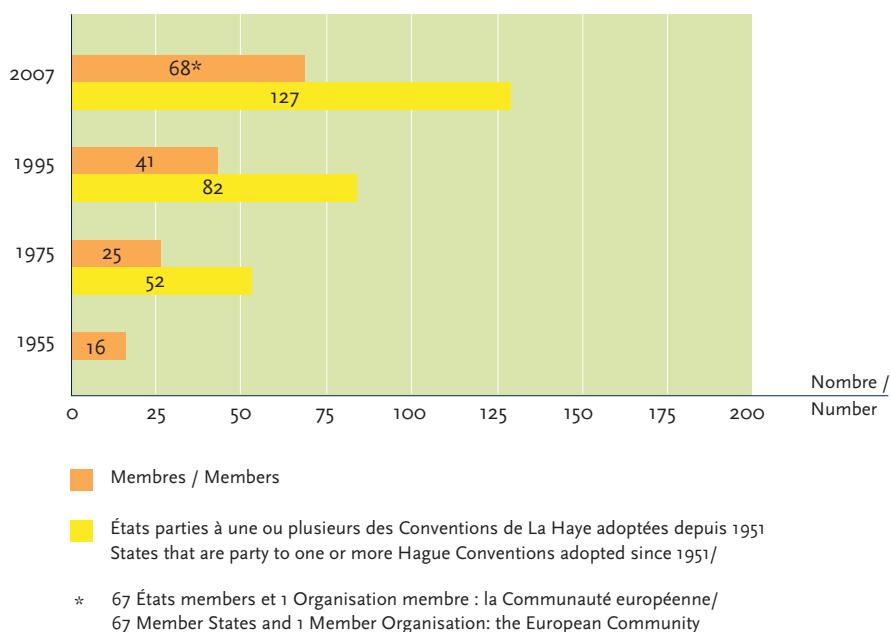
États parties/States Parties

États parties à une ou plusieurs Conventions de La Haye au 31 décembre 2007 /
States that are Party to one or more Hague Conventions as per 31 December 2007

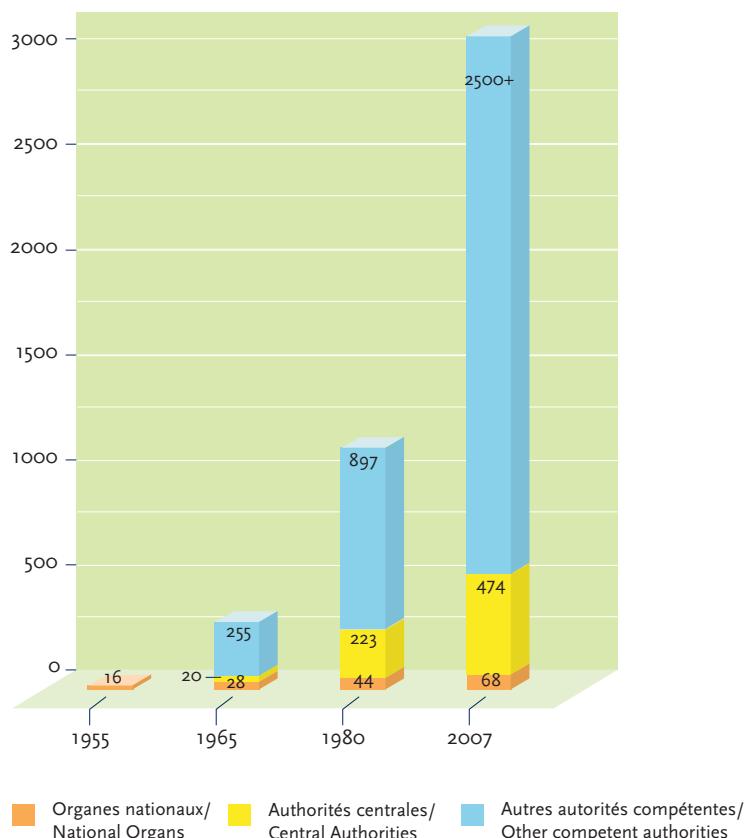
Annexe/Annex C

71

Statistiques/Statistics



Nombre d'Organes nationaux / Autorités (centrales ou autres)
Number of National Organs / (Central and other) Authorities



Conventions de La Haye : signatures, ratifications et adhésions / état au 31 décembre 2007

Membres de la Conférence de La Haye

Statut	I	AFRIQUE DU SUD	ALBANIE	ALLEMAGNE	ARGENTINE	AUSTRALIE	AUTRICHE	BÉLARUS	BELGIQUE	BOSNIE-HERZÉGOVINE	BRÉSIL	BULGARIE	CANADA	CHILI	CHINE	CHYPRE	COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE	RÉPUBLIQUE DE CORÉE	CROATIE	DANEMARK	EGYPTE	ÉQUATEUR	ESPAGNE	ESTONIE	ETATS-UNIS	ÉRYTHÉRE	FINLANDE	FRANCE	GÉORGIE	GRÈCE
Procédure civile	II		R	A		R	A	R	A						2	A			A	R	A	R	S		A	R	R			
Vente	III								D										R				S			R	R			
<i>Transfert de propriété</i> °	IV																												S	
<i>Vente - for contractual</i> °	V		S		S		S																						S	
Loi nationale - loi du domicile °	VI								R*														S				S			
Reconnaissance des sociétés °	VII								R*													S				R*				
Aliments enfants - loi applicable	VIII		R		R		R		R						2						R				R	R	S			
Aliments enfants - exécution	IX		R		R		R		R						2				R		R			R	R	S				
Protection des mineurs	X		R		R										2					R			R			R				
Forme des testaments	XI	A	R		A	R		R	R						1			R	R			R	A		R	R	R	R	R	R
Légalisation (Apostille)	XII	A	A	R	A	A	R	A	R	R		A		1,2	A	EU	A	R	R	A	R	A	A	R	R	R	R	A	R	
Adoption	XIII					D																								
Notification	XIV		A	R	A			A	R			A	A		A	A		A	A	R	R	R	A	R		R	R	R	R	
<i>For contractual</i> °	XV																													
Exécution des jugements	XVI															R														
Protocole compétence	XVII															R														
Divorce - reconnaissance	XVIII			A											1	A			R	R		A			R				R	
Accidents circulation	XIX				R	A	R	R										R			R			R			R	R	R	
Obtention des preuves	XX	A	R	A	A	A						A		A	A				R			R	A	R		R	R	R	R	
Administration successions	XXI																													
Responsabilité civile produits	XXII											S						R			R			R	R	R	R	R	R	
Aliments - exécution	XXIII		R		A			S									R			R		R	A		R	R	R	R	R	
Aliments - loi applicable	XXIV		R					S												R		R	A			R		R	R	R
Régimes matrimoniaux	XXV							S																						
Mariage	XXVI					R															S				S					
Contrats d'intermédiaires	XXVII			R																										R
Enlèvement d'enfants	XXVIII	A	A	R	R	R	R	R	A	R	R	A	R	A	1,2	A	EU	R	R	A	R	A	R	R	R	R	R	A	R	
Accès à la justice	XXIX	A*	S					A	R	A					A			R			R		R	A		R	R	R	S	
Trust	XXX				R										R	1	S							S		S				
<i>Contrats de vente</i> °	XXXI				R*																									
<i>Successions - loi applicable</i> °	XXXII				S																									
Adoption - coopération	XXXIII	A	R	R		R	R	R	R		R	R	R	R	R	R		R		R	R	R	A	R*		R	R	A		
Protection des enfants	XXXIV	A	S	R	S	S		A				S						S		S	A	S	A			S	S	S		
<i>Protection des adultes</i> °	XXXV		R*																										S	
<i>Titres intermédiaires</i> °	XXXVI																												S	
<i>Accords d'élection de for</i> °	XXXVII																													
<i>Recouvrement des aliments</i> °	XXXVIII																												S	
<i>Protocole aliments</i> °	XXXIX																													

A = adhésion (Convention en vigueur) R = ratification (Convention en vigueur) S = signature D = dénonciation

° Ces Conventions ne sont pas encore entrées en vigueur.

1 La Convention s'applique seulement à la Région administrative spéciale de Hong Kong ;

2 La Convention s'applique seulement à la Région administrative spéciale de Macao.

N.B. La date d'entrée en vigueur d'une Convention suite à une ratification ou une adhésion peut être postérieure à la date de ce tableau.

Pour une information plus détaillée, consulter le site Internet de la Conférence : < www.hcch.net >.

Annexe D

73

A* = adhésion, mais Convention pas (encore) en vigueur (pour l'État concerné)

A* = adhésion, mais Convention pas (encore) en vigueur (pour l'État concerné)



= en vigueur dans tous les États membres de l'Union européenne

The Hague Conventions: Signatures, Ratifications and Accessions / status: 31 December 2007
 Hague Conference Members

74

	I	ALBANIA	ARGENTINA	AUSTRALIA	AUSTRIA	BELARUS	BELGIUM	BOSNIA & HERZEGOVINA	BRAZIL	BULGARIA	CANADA	CHILE	CHINA	CROATIA	CYPRUS	CZECH REPUBLIC	DENMARK	ECUADOR	EGYPT	ESTONIA	EUROPEAN COMMUNITY	FINLAND	FYR OF MACEDONIA	FRANCE	GEORGIA	GERMANY	GREECE	HUNGARY	ICELAND	IRELAND
Statute	I																													
Civil procedure	II	A		R	A	R	A																R	A	R			A		
Sales of goods	III						D												R				R	R						
Transfer of title °	IV																											S		
Sales - choice of court °	V			S		S																					S	S		
National law vs law of domicile °	VI						R*																				S			
Recognition of companies °	VII						R*																				R*			
Maintenance children (appl. law)	VIII			R		R								2									R	R	S					
Maintenance children (enf.)	IX			R		R								2			A	R				R	R	R	S	A				
Protection of minors	X			R										2								R	R				R	R		
Form of wills	XI		A	R		R	R							1	R		R		A		R	R	R	R	R		A			
Legalisation (Apostille)	XII	A	A	A	R	A	R	R	A					1,2	R	A	A	R	A	A	A	R	R	R	A	R	R	A	R	R
Adoption	XIII			D																										
Service abroad	XIV	A	A			A	R				A	A		A	A	A	A	R	R	A	R	R	R	R	A	R		R		
Choice of court °	XV																													
Enforcement of judgments	XVI																		R											
Protocol on jurisdiction	XVII																		R											
Divorce - recognition	XVIII		A											1		A	R	R	R	A	R									
Traffic accidents	XIX			R	A	R	R							R		R						R	R							
Taking of evidence	XX	A	A	A					A		A			A		A	R	R	A	R	R	R	R	A						
Administration of estates	XXI																R													
Products liability	XXII					S								R							R	R	R							
Maintenance - enforcement	XXIII		A			S											R	R	A	R	R	R	R	R	R					
Maintenance - applicable law	XXIV					S													A		R	R	R	R	R					
Matrimonial property	XXV			S																										
Marriage	XXVI		R																S		S									
Agency	XXVII	R																										R		
Child abduction	XXVIII	A	R	R	R	A	R	R	A	A	R	A	1,2	R	A	R	R	A	A	A	R	R	R	A	R	R	A	A	R	
Access to justice	XXIX	A*				A	R	A							R	A	R		A		R	R	R	R	S	S				
Trusts	XXX		R											R	1	S										S				
Sales contracts °	XXXI	R*															S													
Successions - applicable law °	XXXII	S																												
Adoption - co-operation	XXXIII	R		R	R	R	R		R	R	R	R		R	R	R	R	A		R	R	A	R	R	S					
Protection of children	XXXIV	A		R	S	S			A					S	R	S	A	A	S		S	S	S	S	R	S				
Protection of adults °	XXXV																										S	R*		
Securities held with intermediaries °	XXXVI																													
Choice of court agreements °	XXXVII																													
Recovery of maintenance °	XXXVIII																													
Protocol on maintenance °	XXXIX																													

A = accession (Convention in force) R = ratification (Convention in force) S = signature D = denunciation

° These Conventions have not yet entered into force.

1 This Convention applies to the Hong Kong Special Administrative Region only; 2 This Convention applies to the Macao Special Administrative Region only.

N.B. The date of entry into force of a Convention following a ratification or an accession may be later than the date of this chart.

For more detailed information, please consult the Hague Conference website, at <www.hcch.net>.

Annex D

R* = ratification, but Convention not (yet) in force (for the relevant State).

A* = accession, but Convention not (yet) in force (for the relevant State).



= In force in all Member States of the European Union.

Conventions de La Haye : signatures, ratifications et adhésions / état au 31 décembre 2007
États non membres de la Conférence de La Haye

	ANDORRE	ANTIGUA-ET-BARBUDA	ARMÉNIE	AZERBAÏDJAN	BAHAMAS	BARBADE	BELIZE	BOLIVIE	BOTSWANA	BRUNÉI DARUSSALAM	BURKINA FASO	BURUNDI	CAMBODGE	COLombie	COSTA RICA	CUBA	DOMINIQUE	ELSALVADOR	FIDJI	GRENADE	GUATEMALA	GUINÉE	HONDURAS	ILES COOK	INDE	KAZAKHSTAN	KENYA	KIRGHIZISTAN	KOWEIT		
Procédure civile	II		A																												
Vente	III																														
<i>Transfert de propriété °</i>	IV																														
<i>Vente - for contractual °</i>	V																														
<i>Loi nationale - loi du domicile °</i>	VI																														
<i>Reconnaissance des sociétés °</i>	VII																														
Aliments enfants - loi applicable	VIII																														
Aliments enfants - exécution	IX																														
Protection des mineurs	X																														
Forme des testaments	XI	A A																													
Légalisation (Apostille)	XII	A A A A A A A															A		A A A A												
Adoption	XIII																														
Notification	XIV	A		A A				A																							
<i>For contractual °</i>	XV																														
Exécution des jugements	XVI																														A
Protocole compétence	XVII																														A
Divorce - reconnaissance	XVIII																														
Accidents circulation	XIX																														
Obtention des preuves	XX						A																								A
Administration successions	XXI																														
Responsabilité civile produits	XXII																														
Aliments - exécution	XXIII																														
Aliments - loi applicable	XXIV																														
Régimes matrimoniaux	XXV																														
Mariage	XXVI																														
Contrats d'intermédiaires	XXVII																														
Enlèvement d'enfants	XXVIII		A	A	A											A		A A		A A		A A		A A		A A		A A		A A	
Accès à la justice	XXIX																														
Trust	XXX																														
<i>Contrats de vente °</i>	XXXI																														
<i>Successions - loi applicable °</i>	XXXII																														
Adoption - coopération	XXXIII	A	A A				A R			R A A R R A						R		A A		R		A A		R		A					
Protection des enfants	XXXIV		A*																												
<i>Protection des adultes °</i>	XXXV																														
<i>Titres intermédiaires °</i>	XXXVI																														
<i>Accords d'élection de for °</i>	XXXVII																														
<i>Recouvrement des aliments °</i>	XXXVIII																														
<i>Protocole aliments °</i>	XXXIX																														

A = adhésion (Convention en vigueur)

R = ratification (Convention en vigueur)

S = signature

° Ces Conventions ne sont pas encore entrées en vigueur.

R* = ratification, mais Convention pas (encore) en vigueur (pour l'État concerné)

A* = adhésion, mais Convention pas (encore) en vigueur (pour l'État concerné)

N.B. La date d'entrée en vigueur d'une Convention suite à une ratification ou une adhésion peut être postérieure à la date de ce tableau.

Pour une information plus détaillée, consulter le site Internet de la Conférence : <www.hcch.net>.

The Hague Conventions: Signatures, Ratifications and Accessions / status: 31 December 2007
Hague Conference non-Members

78

		ANDORRA	ANTIGUA AND BARBUDA	ARMENIA	AZERBAIJAN	BAHAMAS	BARBADOS	BELIZE	BOLIVIA	BOTSWANA	BRUNEI DARUSSALAM	BURKINA FASO	BURUNDI	CAMBODIA	COLOMBIA	COOK ISLANDS	COSTA RICA	CUBA	DOMINICA	DOMINICAN REPUBLIC	EL SALVADOR	Fiji	GRENADA	GUATEMALA	GUINEA	HONDURAS	HOLY SEE	INDIA	KAZAKHSTAN	KENYA
Civil procedure	II		A																											
Sales of goods	III																													
Transfer of title °	IV																													
Sales - choice of court °	V																													
National law vs law of domicile °	VI																													
Recognition of companies °	VII																													
Maintenance children (appl. law)	VIII																													
Maintenance children (enf.)	IX																													
Protection of minors	X																													
Form of wills	XI		A A																											
Legalisation (Apostille)	XII	A A A A A A A								A A							A A		A A A A							A A A				
Adoption	XIII																													
Service abroad	XIV	A		A A					A																				A	
Choice of court °	XV																													
Enforcement of judgments	XVI																													
Protocol on jurisdiction	XVII																													
Divorce - recognition	XVIII																													
Traffic accidents	XIX																													
Taking of evidence	XX								A																				A	
Administration of estates	XXI																													
Products liability	XXII																													
Maintenance - enforcement	XXIII																													
Maintenance - applicable law	XXIV																													
Matrimonial property	XXV																													
Marriage	XXVI																													
Agency	XXVII																													
Child abduction	XXVIII		A A A														A A A		A A A A		A A A							A		
Access to justice	XXIX																													
Trusts	XXX																													
Sales contracts °	XXXI																													
Successions - applicable law °	XXXII																													
Adoption - co-operation	XXXIII	A	A A					A R			R A A R			R A			A R		A A							R	A			
Protection of children	XXXIV		A*																											
Protection of adults °	XXXV																													
Securities held with intermediaries °	XXXVI																													
Choice of court agreements °	XXXVII																													
Recovery of maintenance °	XXXVIII																													
Protocol on maintenance °	XXXIX																													

A = accession

R = ratification

S = signature

° These Conventions have not yet entered into force.

A* = accession, but Convention not (yet) in force (for the relevant State) R* = ratification, but Convention not (yet) in force (for the relevant State)

N.B. The date of entry into force of a Convention following a ratification or an accession may be later than the date of this chart.

For more detailed information, please consult the Hague Conference website, at < www.hcch.net >.

Hague Conference on Private International Law
Permanent Bureau
6, Scheveningseweg
2517 KT The Hague
The Netherlands

telephone: +31 70 363 3303
fax: +31 70 360 4867
e-mail: secretariat@hcch.net
website: www.hcch.net

Graphic designer: Bertine Colsen

Photos

pag. 6, Secretariat of the Hague Conference (Robert-Jan Dam, Highlens)
pag. 16, XXIst Session of the Hague Conference (Peter de Ruig)
pag. 30, Young girl, Lao PDR (Permanent Bureau)
pag. 38, Justice (Peter Hilz)
pag. 46, Stock exchange (iStock)
pag. 52, Asia-Pacific Regional Meeting, Sydney 2007 (Lannon Harley)
pag. 64, Council of Diplomatic Representatives (Permanent Bureau)

Copyright © Hague Conference on Private International Law
All rights reserved

Conférence de La Haye de droit international privé
Bureau Permanent
6, Scheveningseweg
2517 KT La Haye
Pays-Bas

téléphone : +31 70 363 3303
fax : +31 70 360 4867
courriel : secretariat@hcch.net
site internet : www.hcch.net

Graphiste: Bertine Colsen

Photos

pag. 6, Secrétariat de la Conférence de La Haye (Robert-Jan Dam, Highlens)
pag. 16, XXIème Session de la Conférence de La Haye (Peter de Ruig)
pag. 30, Petite fille, RDP Lao (Bureau Permanent)
pag. 38, Justice (Peter Hilz)
pag. 46, Marché boursier (iStock)
pag. 52, Rencontre régionale Asie-Pacifique, Sydney 2007 (Lannon Harley)
pag. 64, Conseil des Représentants diplomatiques (Bureau Permanent)

Copyright © Conférence de La Haye de droit international privé
Tous droits réservés

Conferencia de La Haya de Derecho Internacional Privado
Persidangan Hague tentang Undang-Undang Antarabangsa Persendirian
Conferenza dell'Aja di diritto internazionale privato
Хашка конференција за међународно приватно право
Διάσκεψη της Χάγης για το Ιδιωτικό Διεθνές Δίκαιο
Гаазька конференція з міжнародного приватного права
Хашка Конференција за Међународно Приватно Право
Haagi Rahvusvahelise Eraõiguse Konverents
Haagin kansainväisen yksityisoikeuden konferenssi
Haagkonferensen för internationell privaträtt
Konferenca e Hages per te drejten nderkombetare private
Comhdháil na Háige um dhílí priobháideach idirnáisiúnta
Konferenza ta' The Hague dwar il-Ligi Internazzjonali Privata
Haagkonferansen for internasjonál privatrett
Konferencja Haska Prawa Prywatnego Miedzynarodowego
Conferência da Haia de Direito Internacional Privado
Conferinta de la Haga de Drept International Privat
Conferenza da Den Haag dal dretg privat internaziunal
Haagska konferencia medzinárodného práva súkromého
海牙国际私法会议
국제자법에 관한 해이그회의
ヘーグ国際私法會議
Hagos tarptautinė privatinės teisės konferencija
Haška konferencija o međunarodno privatnom pravu
Haška konferenca za mednarodno zasebno pravo
Haška konferencija za medunarodno privatno pravo
Haag-ráðstefnan um alþjóðlegan einkmálarétt
Хаска Конференция по Международно Частно Право
Гаагская Конференция міжнароднага прыватнага права
Гаагская конференция по международному частному праву
Haager Konferenz für Internationales Privatrecht
Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht
Haagská konference mezinárodního práva soukromého
Haager-konferencen for international privatret
مؤتمـر لـاهـي لـلقـانـون الـدولـي الـخـاص
עתידה הـאג לـמשפט פـרـטـי
Hágai Nemzetközi Magánjogi Konferencia
Lahey Uluslararası Özel Hukuk Konferansı
Hágas Starptautisko privāttiesību konference
საერთაშორისო კურძო სამართლის პაგის კონფერენცია
ଓঠাইতুলি কৃতিত্ব নির্মাণ প্রক্রিয়া ও অন্তর্ভুক্ত
தனிப்பட்ட அவதேசச் சட்டம் மீதான ஹெய்க் மாநாடு